

**Doc. 11357**  
2 octobre 2007

## L'OCDE et l'économie mondiale en 2007

### Rapport

Commission des questions économiques et du développement

Rapporteur : Mme Antigoni PAPADOPOULOS, Chypre, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

### A. Projet de résolution

1. L'Assemblée parlementaire élargie, composée de délégations des Etats membres de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, a examiné les récentes activités de l'OCDE en ce qui concerne l'économie mondiale, à la lumière du rapport élaboré par la Commission des questions économiques et du développement de l'Assemblée et des contributions de plusieurs autres commissions de l'Assemblée élargie.

2. L'Assemblée élargie se réjouit que le Conseil de l'OCDE, réuni au niveau ministériel, ait décidé le 16 mai 2007 d'inviter le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovénie à entamer les discussions pour leur adhésion à l'Organisation, et de proposer un engagement renforcé, en vue d'une éventuelle adhésion, au Brésil, à la Chine, à l'Inde, à l'Indonésie et à l'Afrique du Sud. L'Assemblée élargie se félicite également qu'en juin 2007, le G8 ait demandé à l'OCDE de servir de plate-forme pour le dialogue nouvellement établi entre le G8 et le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud. L'Assemblée élargie souligne l'importance de ces initiatives qui, elle en est persuadée, renforceront significativement la capacité de l'OCDE à dispenser des conseils politiques avisés à ses gouvernements membres en cette période de rapide mondialisation, ce qui permettra de paver la voie pour une meilleure économie mondiale.

3. L'Assemblée élargie soutient fermement le mandat en cours de l'OCDE concernant le développement durable. Consciente des menaces pesant sur l'environnement au niveau mondial, elle souligne que les grandes économies émergentes – particulièrement la Fédération de Russie, le Brésil, la Chine et l'Inde – doivent aussi faire d'importants efforts pour maîtriser la pollution liée à leur développement économique. L'OCDE élargie devrait jouer un rôle clé pour accompagner ces pays dans leur développement tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles et énergétiques de la planète.

4. L'Assemblée élargie appelle les actuels et futurs Etats membres à accorder une place et une attention particulières, dans le cadre de leur coopération avec l'OCDE, aux politiques et pratiques concernant la gestion des migrations de travail, ainsi qu'à la question de l'intégration et de la circulation/mobilité et des droits, y compris les droits de protection sociale, de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles.

5. Mi-2007, l'on ne s'attendait pas à voir l'économie entrer dans un marasme généralisé à la suite du ralentissement de l'économie américaine. Au contraire, les économies de l'OCDE s'attendaient à un rééquilibrage en douceur, la prévision principale de l'OCDE à la fin du premier semestre 2007 étant caractérisée comme rassurante : atterrissage en douceur aux Etats-Unis, reprise forte et soutenue en Europe, solidité de la trajectoire au Japon et dynamisme des activités en Chine et en Inde. Dans le sillage des tendances à ce moment-là, on s'attendait à ce que la croissance soutenue dans les économies de l'OCDE soit étayée par une forte création d'emplois et un recul du

chômage. Parmi les membres de l'OCDE, il était prévu que la croissance du PIB en termes réels, ayant dépassé les prévisions avec une expansion de 3,2% en 2006, devait ralentir cette année pour se situer à 2,7% et demeurer stable en 2008. Sur cette période, l'inflation dans toute la zone OCDE était projetée à un peu plus de 2%, avec un recul du chômage qui serait passé de 5,9% à 5,5%.

6. Depuis lors, certains des risques notés dans l'évaluation de l'OCDE – notamment le tassement du marché immobilier américain ainsi que des problèmes sur les marchés hypothécaires des *subprimes* – se sont réalisés et ont déclenché une réévaluation plus générale des perspectives. L'Évaluation intérimaire de l'OCDE sur la situation économique (publiée le 5 septembre 2007) notait qu'au-delà du très court terme, les perspectives de progrès étaient maintenant à l'évidence moins soutenues et plus incertaines et que, les risques de récession s'étant faits plus menaçants, dans un contexte où les conditions globales sur les marchés financiers devraient se resserrer durablement ... peut-être serait-il bon d'assouplir quelque peu le taux directeur des fonds fédéraux américains. Ce dernier a été ramené à 4,75% le 18 septembre 2007.

7. En vue de promouvoir la croissance et la prospérité, et compte tenu du fait que les PME détiennent les clés de la croissance économique, de la création d'emploi, du développement régional et de la cohésion sociale, il est indispensable que des mesures d'aide conformes à l'esprit de la Charte de Bologne sur les politiques à l'égard des PME de l'OCDE soient adoptées et que les entreprises assurent le respect des droits de l'homme des travailleurs.

8. De manière générale, les pays membres de l'OCDE ont engrangé des recettes fiscales élevées ces dernières années, ce qui a atténué les pressions immédiates sur la politique budgétaire. Mais l'OCDE souligne qu'il reste nécessaire, et de fait urgent, que les grandes économies mondiales poursuivent leur réforme budgétaire. Après plusieurs années de prospérité forte, les efforts sont insuffisants pour ce qui est de réformer les politiques gouvernementales et de les refondre pour préparer l'avenir, étant donné surtout le défi démographique que pose le vieillissement des populations, qui fera peser de lourdes contraintes sur les services publics et les programmes de prise en charge. L'Assemblée élargie rappelle avec l'OCDE que, si l'on ne saisit pas l'opportunité offerte par cette période relativement propice, les futurs coûts seront très significatifs.

9. Outre des déficits publics importants, l'inflation, les prix de l'énergie, et l'instabilité des marchés financiers et immobiliers, un risque supplémentaire – le protectionnisme – assombrit les perspectives économiques. L'Assemblée élargie s'associe à l'OCDE pour inviter une fois encore à poursuivre les efforts en vue d'instaurer des marchés ouverts, efficaces et bien réglementés, tant pour les économies nationales que pour les échanges internationaux et l'investissement. En réaction à un resserrement des réglementations et aux interventions publiques dans certains pays, qui pourraient décourager l'investissement étranger, les pays de l'OCDE, en coopération avec d'autres acteurs clés, travaillent actuellement de concert pour faire en sorte que soit préservé un environnement de l'investissement international ouvert et basé sur des règles. Pour l'OCDE, l'Union européenne pourrait parvenir à une croissance économique plus soutenue si elle s'efforçait davantage de concrétiser le potentiel du marché unique.

10. L'Assemblée élargie souligne que des actions concrètes par la communauté internationale visant à mettre en place l'agenda pour un travail décent conçu par l'Organisation Internationale du Travail ainsi que des politiques nationales bien conçues – notamment celles relatives à la responsabilité sociale des entreprises – aident grandement à accroître les effets positifs de la mondialisation tout en s'attaquant aux problèmes d'adaptation et d'inégalité que connaissent les économies de l'OCDE. De telles politiques contribueraient, en outre, à renforcer le soutien de l'opinion publique aux politiques d'investissement et à une liberté accrue des échanges commerciaux, ainsi qu'à promouvoir le sentiment que la mondialisation est une chance pour tous.

11. Même si les plus grandes économies émergentes non-membres de l'OCDE sont l'un des principaux moteurs de la croissance des échanges, les 30 pays membres de l'OCDE en génèrent à eux tous 75%. Dans l'ensemble, le commerce mondial demeure fort. En fait, pour 2006, sa croissance, de 9,6%, a été légèrement plus importante que prévu, et même si le rythme devrait se ralentir pour s'établir autour des 7,5% cette année, certains signes laissent présager un rebond, avec une prévision de 8,3% de croissance pour 2008.

12. L'Assemblée élargie rappelle qu'il est important pour le monde tout entier que le cycle actuel de négociation de l'OMC débouche sur un accord, même à un moment aussi tardif. Elle souligne que, si le cycle de Doha pour le Développement échouait, cela remettrait en question les considérables

progrès déjà faits et gâcherait l'opportunité de rééquilibrer le système d'échanges multilatéral, en particulier en faveur des pays moins développés. Au contraire, le succès de ce cycle entraînerait des avantages considérables pour le commerce mondial et le développement. La réussite des négociations dépend d'une volonté politique et d'une pression politique de la part des parlements pour parvenir aux compromis nécessaires. L'Assemblée élargie insiste également pour que le Congrès des Etats-Unis renouvelle sa *Trade Promotion Authority* en vue de faciliter le processus de négociation.

13. L'OCDE signale la persistance de déficits commerciaux conséquents en particulier pour ce qui est des Etats-Unis. Elle note qu'à un certain moment, une correction semble inévitable, qui risque fort d'être tumultueuse et de s'accompagner de turbulences rapides dans le domaine monétaire et des taux d'intérêt. Il est difficile de prédire comment cette correction interviendrait, mais l'OCDE note le soutien massif apporté actuellement au dollar américain, des banques centrales procédant à des achats officiels pour plus de 0,5 billion de dollars par an.

14. L'Assemblée élargie note qu'en 2006, l'aide publique au développement (APD) nette apportée par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a reculé de 5,1% en termes réels, s'établissant à 103,9 milliards de dollars, dont une partie représentant un montant encore substantiel d'allègement exceptionnel de la dette en faveur de l'Iraq et du Nigéria. Si l'on excepte l'allègement de la dette, l'APD a reculé de 1,8% en termes réels. Cet état de fait ne laisse pas d'être quelque peu préoccupant à la lumière des engagements pris en 2005 au G-8 et au Sommet du Millénaire + 5, reconfirmés depuis par les ministres du Développement des pays du G-8, équivalant à une augmentation de l'aide de 50 milliards de dollars en termes réels entre 2004 et 2010, et, sur la même période, de doubler l'aide en faveur de l'Afrique. Comme l'on s'attend maintenant à ce que l'allègement de la dette continue de diminuer, d'autres formes d'aide devront augmenter de manière très substantielle en 2007 et 2008 si l'on veut se donner une perspective réaliste d'atteindre les objectifs de 2010 grâce à des augmentations planifiées et gérables. L'Assemblée élargie invite une fois encore instamment les pays membres de l'OCDE et du Conseil de l'Europe à honorer leurs engagements en termes de financement. Dans le même temps, elle appelle à soutenir l'important travail mené par des organisations telles que l'OCDE pour garantir, et démontrer, que ce financement est utilisé de la manière la plus efficiente possible. D'autre part, elle demande qu'aux fins de transparence et d'efficacité, l'OCDE et les États membres du Conseil de l'Europe pratiquent la publication d'informations, l'audit externe et l'évaluation des opérations à la fois dans les pays donateurs et les pays bénéficiaires de l'APD.

15. Ces dernières années, l'OCDE est devenue l'un des voix institutionnelles de premier plan pronant la lutte contre la corruption internationale – un problème d'autant plus pressant que nous connaissons une rapide mondialisation conjuguée à des marchés étroitement interconnectés et à la circulation libre et instantanée des capitaux. Comme le Conseil de l'Europe, qui travaille en étroit partenariat dans ce domaine, l'OCDE voit dans la corruption la principale menace actuelle à l'encontre de la bonne gouvernance, du développement économique durable et d'une activité démocratique libre. L'Assemblée élargie invite vivement tous les pays membres de l'OCDE et du Conseil de l'Europe à adhérer aux normes de lutte contre la corruption fixées par les instruments de l'OCDE et par la Convention des Nations Unies contre la corruption, et à les appliquer. En outre, vivement préoccupée par la recrudescence du piratage et de la contrefaçon dans certains pays, elle invite les deux institutions à étendre leur coopération pour traiter le problème de la contrefaçon et du piratage, notamment en prenant des mesures concrètes par le biais de leur partenariat fructueux dans le cadre du GRECO (Groupe d'Etats européens contre la corruption) du Conseil de l'Europe.

16. L'Assemblée élargie prend acte de la demande mondiale croissante pour une éducation de qualité dès l'école primaire et tout au long de la vie. La qualité de l'éducation ne se mesure pas uniquement à l'aune de l'acquisition de connaissances et de compétences mais est également déterminée par la faculté d'acquérir les aptitudes sociales nécessaires à l'épanouissement de chaque individu et à l'harmonie de la société.

17. L'Assemblée élargie se félicite du programme internationalement reconnu pour le suivi des acquis des élèves (PISA), mis en œuvre par l'OCDE, et du rôle important joué par le Conseil de l'Europe et l'Unesco dans le Processus de Bologne en Europe. Par conséquent, elle appelle les États membres de l'OCDE, de l'Unesco et du Conseil de l'Europe et leurs ministres de l'éducation à élaborer une politique-cadre d'éducation mondiale pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Cette politique devrait viser, entre autres, à évaluer la capacité du système éducatif mondial à introduire les nouvelles technologies de l'information, y compris l'apprentissage électronique et la mise en réseau, en vue de

son adaptation aux changements profonds et rapides résultant de la mondialisation. L'Assemblée élargie invite le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à nouer les contacts nécessaires et à organiser une réunion préparatoire.

18. La performance de l'innovation est un facteur crucial pour la compétitivité, la productivité et le progrès des pays, ainsi qu'un élément clé pour répondre aux défis planétaires tels que le changement climatique et le développement durable. Pour renforcer la performance de l'innovation et sa contribution à la croissance, il convient d'adopter une approche politique globale et stratégique, englobant tous les gouvernements. Reconnaisant les apports de grande qualité de l'OCDE dans le domaine de l'innovation, l'Assemblée élargie se réjouit que celle-ci ait décidé d'élaborer une Stratégie de l'innovation, qui pourrait contribuer considérablement à l'établissement des politiques dans les économies de l'OCDE et non membres de cette dernière.

19. Reconnaisant combien il est important que les efforts de réforme déployés par les gouvernements aboutissent, l'Assemblée élargie invite l'OCDE à intensifier ses travaux sur l'économie politique des réformes et à soutenir encore davantage les gouvernements dans leurs efforts de réforme. L'Assemblée élargie se réjouit aussi que l'OCDE donne une priorité accrue à ses travaux sur les migrations, l'eau et la santé.

## **B. Exposé des motifs par Mme Antigoni Papadopoulos, Rapporteur**

### **Table des matières**

#### **I. Contexte**

#### **II. Introduction : les perspectives de l'économie mondiale**

- i. Il semble que l'on assiste à un rééquilibrage global*
- ii. Des prix de l'énergie et des matières premières encore élevés*
- iii. Les marchés financiers connaissent depuis peu de temps des tensions*
- iv. La consolidation et la réforme restent nécessaires*

#### **III. Le point sur les économies clés**

- i. Les Etats-Unis*
- ii. Les économies asiatiques*
- iii. La zone euro*
- iv. Le Royaume-Uni*
- v. Autres économies clés*

#### **IV. Tour d'horizon des principaux défis à venir**

- i. Le changement climatique*
- ii. Une question d'énergie*
- iii. L'endettement des ménages a-t-il atteint des niveaux dangereux ?*
- iv. Les marchés financiers : une fragilité latente ?*
- v. Les perspectives pour les échanges multilatéraux*
- vi. Les progrès de l'aide internationale au développement*
- vii. Traiter les déséquilibres de la mondialisation : le renouveau rural*
- viii. S'attaquer à la corruption internationale et promouvoir la bonne gouvernance : une priorité commune*
- ix. Innovation, croissante et équité*

#### **V. Situation de l'initiative de l'OCDE 'Going for Growth'**

#### **VI. Réforme institutionnelle de l'OCDE : la question de l'élargissement**

#### **VII. Conclusions**

## I. Contexte

1. En octobre 2007, l'Assemblée parlementaire élargie du Conseil de l'Europe se réunira à Strasbourg pour débattre de « l'OCDE et l'économie mondiale ». En préparation de ce débat annuel, le présent projet de rapport fait la synthèse des grandes tendances et questions clés, en s'appuyant sur les contacts récents de la Rapporteuse avec des fonctionnaires de l'OCDE. Le projet de résolution a été adopté sur une base provisoire par la Commission des questions économiques et du développement le 22 juin 2007, et sera soumis pour adoption définitive à la session formelle de la Commission économique élargie et de l'Assemblée parlementaire élargie en octobre.

2. Comme les années précédentes, le présent rapport n'a pu être élaboré que grâce aux contributions riches de connaissances et d'expertise d'un très grand nombre de spécialistes de l'OCDE, et la Rapporteuse aimerait remercier tous ceux qui lui ont apporté leur généreuse assistance. Ce rapport n'a certes pas l'ambition d'exposer de manière exhaustive tout ce qui a été communiqué sur les questions examinées ; cependant, il s'efforcera de donner une analyse dynamique de l'économie mondiale, avec ses forces et ses faiblesses, ses opportunités et ses risques, et d'exposer dans les grandes lignes les principales questions et des défis auquel cette dernière est confrontée, tout en examinant aussi plus en détail plusieurs domaines qui, de l'avis de la Rapporteuse, sont d'une actualité particulièrement brûlante.

3. En particulier, le rapport se penchera sur l'impact de l'augmentation de l'endettement des ménages, ainsi que sur des questions liées à l'approvisionnement en énergie, à la finance et à la libéralisation du commerce, ainsi qu'à l'aide internationale au développement. Il fera également le point sur les activités de l'OCDE en matière de lutte contre la corruption, et passera en revue le dernier rapport de l'indice de compétitivité récemment publié par l'OCDE, « *Going for growth* ». Enfin, il abordera l'élargissement de l'OCDE à la lumière des décisions prises lors du Conseil ministériel de mai 2007.

## II. Introduction : les perspectives de l'économie mondiale

### i. *Il semble que l'on assiste à un rééquilibrage global*

4. Les collègues de la Rapporteuse qui ont, ces dernières années, fait le point sur les activités de l'OCDE ont été en mesure de parler d'une croissance permanente et sans inflation pour l'économie mondiale, alors même que les prix du pétrole et des matières premières étaient en hausse. De fait, le rapport de l'an dernier faisait état d'une perspective prudemment positive, malgré un ralentissement de la croissance courant 2005. Cette année, la Rapporteuse a entendu d'une appréciation globalement positive – il semblait que, plutôt que de ralentir, la croissance économique mondiale soit en train de se rééquilibrer, ce que confirmait Jean-Philippe Cotis, Economiste en Chef de l'OCDE, dans les Perspectives économiques de mai 2007, où il indiquait que la situation économique actuelle était à bien des égards meilleure que ce qu'elle avait été depuis de nombreuses années. Dans ce contexte, l'OCDE s'en est tenue au scénario du rééquilibrage. La prévision principale de l'OCDE à la fin du premier semestre 2007 demeurerait rassurante : atterrissage en douceur aux Etats-Unis, reprise forte et soutenue en Europe, solidité de la trajectoire au Japon et dynamisme des activités en Chine et en Inde. Conformément aux tendances récemment observées, la croissance soutenue dans les économies de l'OCDE devrait être étayée par une forte création d'emplois et un recul du chômage. Les projections accompagnant ces commentaires suggéraient que l'inflation dans toute l'OCDE devrait selon toutes probabilités demeurer maîtrisée, et s'établir à un peu plus de 2%, alors que le chômage devrait reculer, passant de 6% cette année à 5,7% en 2008.

5. Ces projections sont établies dans un contexte marqué par une forte croissance du commerce mondial. Même si celle-ci est tirée par les principales économies non membres de l'OCDE qui en sont un important moteur, 75% du total de la croissance reste encore aujourd'hui imputable aux 30 pays membres de l'Organisation. Et, dans ce groupe, les taux de croissance ont convergé, à mesure que l'économie américaine a ralenti, le Japon maintenant son rythme et la zone euro élargissant sa reprise, tout ceci sur fond de baisse des prix du pétrole et des commodités, aux cours marqués par une relative stabilité.

6. Depuis la publication des Perspectives économiques en mai, un ralentissement plus brusque que prévu sur le marché immobilier américain ainsi que les turbulences déclenchées sur les marchés financiers mondiaux par les problèmes croissants sur les marchés des prêts hypothécaires dits *subprime* ont conduit à une certaine réévaluation de la perspective et des risques associés. Dans sa

conférence de presse du 5 septembre sur l'évaluation intérimaire de la situation économique par l'OCDE (*Interim Assessment*), M. Cotis a noté que, pour l'instant, une action rapide et déterminée des banques centrales a contribué à contenir les turbulences financières. Il est certes trop tôt pour se faire une idée de la mesure dans laquelle la correction des cours observée jusqu'ici – et les éventuels autres ajustements financiers – affecteront les perspectives pour l'activité ; cependant, celle-ci s'est produite à un moment où les évolutions économiques mondiales restent fortes. C'est pourquoi les perspectives économiques de mai 2007 pour l'année en cours ne sont pas beaucoup révisées .... Toutefois, les perspectives pour l'avenir sont à l'évidence moins riantes et plus incertaines ... dans un contexte où les conditions globales des marchés financiers devraient se durcir durablement.

ii. *Des prix de l'énergie et des matières premières encore élevés*

7. Après un recul temporaire, le prix du pétrole se maintient à des niveaux élevés avec le brut Brent en moyenne à 70 \$ le baril. Comme toujours, les raisons de ce recul temporaire sont complexes, mais plusieurs facteurs sont cruciaux :

- une bonne partie de l'hémisphère nord a connu un hiver doux, conjugué à une tendance des consommateurs à réduire leur consommation ou à réorienter leur demande énergétique. Le gaz naturel, en particulier, remplace de plus en plus le fioul domestique. Il se pourrait même que la demande en pétrole de l'OCDE se soit légèrement contractée durant 2006 (le ralentissement de la croissance américaine est également en partie responsable de cet état de fait) ;
- la « prime de risque » intégrée aux prix a été revue à la baisse : les tensions géopolitiques, même si elles n'ont jamais tout à fait disparu, semblent s'être légèrement atténuées, et les craintes d'une rupture d'approvisionnement ne se sont pas matérialisées. En outre, les catastrophes naturelles ont été relativement peu importantes avec en particulier une saison des ouragans dans le Golfe du Mexique moins grave que l'an passé ;
- les pénuries dans les raffineries et les engorgements dans les transports se sont atténués, de sorte que la distribution est devenue plus stable et plus fiable.

8. Cela veut-il dire que les cours vont chuter ? Rien n'est moins sûr. En effet, face à ces facteurs, il convient de prendre en compte la demande mondiale en pétrole qui augmente rapidement, notamment dans les économies émergentes. Les capacités supplémentaires de production devraient donc demeurer insuffisantes ; or les récentes décisions d'investissement ne porteront pas leurs fruits avant quelques années. Les pronostics formulés par l'OCDE dans ses Perspectives économiques de l'automne 2006 portaient de l'hypothèse que le pétrole resterait à 60 \$ le baril durant 2007-2008, tout en notant que les futures sur le pétrole étaient évalués un peu au-dessus de ce niveau.

9. Jusqu'à il y a peu, les producteurs prenaient leur temps pour dépenser ces recettes exceptionnelles. Au contraire, on notait, en Fédération de Russie par exemple, une tendance à accumuler des fonds de réserve substantiels ; et, en fait, la croissance des exportations des pays de l'OCDE en direction des pays de l'OPEP s'est ralentie au cours de ces deux dernières années. Cela a contribué à la stabilité des marchés financiers mondiaux, et peut également être intéressant à des niveaux de prix plus bas, les producteurs étant en mesure de maintenir leurs niveaux de dépense et d'importations.

10. La rapide flambée des cours des métaux et des matières premières semble également être arrivée à son terme, avec des pics pour certains et des prédictions de décrochage pour d'autres. Malgré une croissance soutenue de la demande, les investissements ont été considérables dans l'exploration et l'extraction, et l'on s'attend en particulier à des augmentations de production dans le cuivre. Un autre facteur de réduction des coûts est la réorientation dans le domaine des capacités de raffinage, en particulier pour l'aluminium, qui délaisse des pays à prix de l'énergie élevée pour se tourner vers le Proche-Orient, l'Inde et l'Islande (qui étoffe actuellement son secteur hydro-électrique). Il est intéressant de noter que cette réduction des prix contrecarre la tendance émergente dans les produits agricoles, à mesure que la demande se réoriente vers les biocarburants, et vers le remplacement de produits dérivés du carbone par des substituts naturels tels que le caoutchouc. Les prix demeurent toutefois élevés, tirés par une demande vigoureuse de la Chine et par la croissance de la production mondiale en général.

*iii. Les marchés financiers connaissent depuis peu de temps des tensions*

11. A la suite des récentes turbulences sur les marchés financiers, les taux d'intérêt ont remonté dans le monde entier, et les marchés boursiers ont été soumis à des reculs, alors même que l'on assiste à des bénéfices records des entreprises à mesure que la production et la distribution globalisées tirent les prix vers le bas.

12. Hormis aux Etats-Unis, les marchés immobiliers continuent de soutenir la croissance intérieure. Les prix continuent de monter dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception notable du Japon et de l'Allemagne, où ils reculent depuis quelques années et plus récemment aux Etats-Unis où certains indices sont en recul. Dans quelques pays européens, toutefois, les prix ont commencé à flamber récemment, avec des conséquences majeures pour l'économie - notamment en France, au Danemark, en Irlande et en Suède. Dans d'autres, où les hausses sont en décalage avec les fondamentaux économiques, la croissance a marqué le pas de manière notable.

13. À ce stade, les prix de l'immobilier semblent avoir atteint un pic aux Etats-Unis, bien que cela ne soit pas apparent ailleurs, même si les prix de l'immobilier sont élevés par rapport aux valeurs de référence historiques. En cas de retournement de plus grande envergure des prix de l'immobilier, il est difficile de prévoir les conséquences d'une telle évolution. Il est possible que la croissance économique soit lourdement touchée, comme cela a récemment été le cas aux Pays-Bas. Cependant, si l'on en croit l'expérience récente au Royaume-Uni, en Australie et en Finlande, à condition que d'autres fondamentaux économiques résistent, l'impact pourra être limité.

*iv. La consolidation et la réforme restent nécessaires*

14. Ces dernières années, les recettes fiscales des pays membres de l'OCDE ont été globalement élevées, ce qui a permis d'atténuer la pression immédiate sur la politique budgétaire. Toutefois, l'OCDE souligne qu'il est toujours nécessaire, voire urgent, que les grandes économies mondiales poursuivent leurs réformes budgétaires. Alors que nous avons connu plusieurs années de saine croissance, les efforts pour réformer les politiques des gouvernements et les remodeler en prévision de l'avenir ne sont pas suffisants, en particulier dans le contexte du vieillissement démographique, qui fera peser de contraintes considérables sur les services publics et les programmes de couverture sociale. Le message est clair : si nous laissons passer l'opportunité offerte par cette période de vaches grasses, la facture pourrait, à l'avenir, être très lourde.

15. La mise en œuvre des réformes, pour aussi nécessaires qu'elles soient, est un défi pour tous les gouvernements. Les réformes sont, bien entendu, rarement sans douleur, mais la facture de l'inaction est élevée. C'est pourquoi il est primordial de communiquer efficacement la nécessité des réformes auprès du grand public. Les pays ont beaucoup à apprendre de l'expérience des uns et des autres, que cette expérience ait été une réussite ou un échec. Il est important d'accompagner l'ajustement, tout comme de préserver durant le processus de réforme les conditions propices à la croissance économique et à la création d'emplois. Pour que les gouvernements réussissent à faire aboutir leurs efforts de réforme, ils doivent atteindre un spectre plus large de parties prenantes et impliquer les partenaires sociaux dans ces efforts. L'OCDE contribue à la conception, à la mise en œuvre et aux aspects d'économie politique de la réforme par ses données comparables sur le plan international et ses analyses de grande qualité basées sur des faits vérifiables. Elle est bien placée pour identifier les bonnes pratiques grâce à la richesse des expériences engrangées dans ses études par pays et thématiques.

16. Avec les déficits publics considérables, l'OCDE pointe du doigt la persistance d'importants déficits commerciaux qui ne font que se creuser, en particulier aux États-Unis. Elle note qu'à quelque moment, une correction semble inévitable, qui risque d'être houleuse et d'occasionner des turbulences rapides en termes de devises et de taux d'intérêt. Il est difficile de prédire les circonstances de cette correction houleuse, mais l'OCDE note le soutien massif actuellement apporté au dollar américain, avec des achats officiels de la part de banques centrales qui, actuellement, représentent plus de 0,5 milliards de milliards par an.

17. Un autre risque pèse sur les perspectives économiques : le protectionnisme. L'OCDE renouvelle son appel à poursuivre les efforts en vue de déréglementer, dans les économies nationales autant que le commerce international et l'investissement. Les pays de l'OCDE ont beaucoup progressé dans le démantèlement des barrières tarifaires et l'amélioration du traitement réservé aux investisseurs étrangers, notamment par le biais des *Codes de libéralisation des*

*mouvements de capitaux et la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales.* De récentes initiatives de l'OCDE en matière d'investissement, telles que le *Cadre de politique pour les investissements*, les *Principes pour la participation du secteur privé aux infrastructures* et le projet en cours sur *"Liberté des investissements, sécurité nationale et secteurs stratégiques"* visent à garantir que l'investissement international continue de contribuer à la croissance et à la prospérité mondiales. Selon l'OCDE, l'Union européenne pourrait stabiliser davantage sa croissance économique si elle s'efforçait de mettre plus pleinement à profit le potentiel du marché unique, et l'OCDE insiste également sur le fait qu'il est important, au niveau mondial, de faire le maximum pour concrétiser, même aussi tardivement qu'aujourd'hui, un accord commercial dans le cadre de l'actuel cycle de négociations de l'OMC.

### **III. Le point sur les économies clés**

#### *i. Les Etats-Unis*

18. Alors qu'elle avait connu une pointe d'environ 3% en 2006, l'économie américaine devrait, selon les prévisions, connaître une croissance autour de 2 % seulement en 2007. Ceci s'explique en partie par une correction en cours du rythme de la croissance de ces dernières années, intenable sur la durée, et en partie par une combinaison de taux d'intérêt, cours du pétrole et fiscalité plus élevés. En particulier, le nombre de constructions neuves a reculé de manière notable, alors que le marché de l'immobilier reculait dans certaines zones du pays, de même que la production automobile, le secteur américain étant soumis à la pression de modèles importés.

19. Les chiffres de l'inflation sous-jacente sont en recul depuis le début de 2007 et se rapprochent désormais de la fourchette haute de la zone de confort établie par la Réserve fédérale (entre 1 et 2% d'inflation). Le coût du travail est lui aussi resté maîtrisé. Le chômage a certes reflué, comme il le fait cycliquement, à des niveaux bas (autour de 4,6%), toutefois une croissance de l'emploi plus faible risque de le faire remonter au cours des deux ou trois prochaines années. Après des hausses régulières pendant deux ans pour se positionner à 5,25%, les taux d'intérêt américains ont été ramenés à 4,75% le 18 septembre 2007 et leur évolution future dépendra de l'évolution de la situation courant 2007. En particulier, si on a l'impression d'un affaiblissement des perspectives de croissance alors que l'inflation demeure contenue, l'on pourrait envisager un assouplissement des politiques.

20. En supposant que les cours de l'énergie resteront à leur niveau actuel, l'OCDE pense que l'inflation devrait demeurer maîtrisée, et qu'il y aura donc une certaine latitude pour réduire les taux d'intérêt, en particulier dans le contexte d'un chômage en hausse. De fait, les taux d'intérêt à plus long terme ont déjà reculé en anticipation de cette situation.

21. Des recettes fiscales supérieures aux attentes ont contribué à limiter le déficit fédéral américain à 1,9% du PIB en 2006, contre près de 4% en 2004. En supposant que les recettes fiscales augmenteront globalement en parallèle avec le PIB, le déficit devrait se maintenir peu ou prou à ce niveau au cours des quelques prochaines années. Toutefois, l'OCDE signale qu'en général, les mesures de politique fédérale ont, ces derniers temps, eu tendance à augmenter le déficit plutôt qu'à le réduire, et signale les augmentations majeures des dépenses sociales prévues au titre de la législation en vigueur, qui auraient un effet « alarmant » sur le déficit au cours des vingt prochaines années.

22. De manière plus immédiate, la croissance devrait se tasser dans le courant de 2007, en particulier du fait des signes récents de dégradation du marché de l'emploi, tandis que les récentes turbulences sur le marché financier ont rendu les perspectives de progression moins dynamiques et plus incertaines. Cela dit, la demande étrangère devrait stimuler la croissance, en contribuant à maintenir le déficit au compte courant américain, qui s'est rapidement creusé ces dix dernières années, à plus ou moins 6,5% du PIB.

23. Le secteur de l'immobilier devrait maintenant, selon toutes les prévisions, plomber plus longtemps et plus significativement l'économie, alors que la confiance des consommateurs est moins solide. Si le ralentissement s'étendait à tout le pays, cela constituerait un risque significatif pour les perspectives économiques. Entre autres, au cours de ces quelques dernières années, la croissance a été soutenue par les marchés des titres dynamiques, et si les incertitudes récentes sur les marchés boursiers persistent, cela sera inévitablement pénalisant.

24. Aux Etats-Unis, les autorités monétaires sont actuellement confrontées à des signes d'un certain ralentissement de l'activité ainsi qu'aux turbulences sur les marchés monétaires entraînées par la crise des subprimes. Alors que l'inflation demeure légèrement supérieure à des niveaux cohérents avec une stabilité des prix, le taux directeur des fonds fédéraux pourrait être quelque peu assoupli.

*ii. Les économies asiatiques*

25. Le Japon connaît actuellement sa plus longue reprise économique depuis l'après-guerre. En 2006, la croissance du PIB nippon a atteint un taux exceptionnel de 2,8%, alimentée par une croissance de plus de 10% des exportations et par une demande intérieure soutenue. Et, si la croissance de la production a connu un ralentissement courant 2006, les bénéfices des entreprises et les niveaux d'investissements commerciaux sont demeurés élevés, ce qui amène l'OCDE à prévoir que la croissance globale va se poursuivre autour des 2% en 2007-2008, ce qui correspond au taux de croissance potentiel à long terme du pays.

26. Le secteur des entreprises a été consolidé par une réduction substantielle de la dette au cours des récentes années, et par la résorption des excédents de capacité. Ceci a, à son tour, stimulé les investissements en capital, et constitue une bonne base pour de futurs investissements des entreprises, contribuant à compenser les effets de la réduction des investissements publics, qui a reculé, en proportion du PIB national, de 4,5% au cours des dix dernières années.

27. La consommation intérieure a continué de tirer avantage d'une tendance à la désépargne dans les ménages, et d'une pression moins forte pour abaisser les salaires. Ceci est particulièrement évident depuis le début de 2005, même si la croissance des salaires en termes réels demeure limitée, et s'accompagne d'une réorientation structurelle vers l'emploi temporaire et flexible qui continue de contrebalancer un marché de l'emploi plus tendu du fait de du vieillissement démographique du Japon. Dans l'ensemble, cependant, les entreprises s'efforcent d'embaucher à des conditions normales, et le chômage devrait descendre à 3,9% en 2007, son niveau le plus bas en dix ans.

28. Entre-temps, malgré le fait que les prix du foncier augmentent dans les zones urbaines, pour la première fois en quinze ans, repartant à la hausse et des coûts plus élevés de l'énergie faisant peser une pression inflationniste générale. L'inflation sous-jacente - calculée selon les définitions de l'OCDE - devrait être négative en 2006, pour la huitième année consécutive. C'est pourquoi l'OCDE suggère que les taux d'intérêt à court terme ne devraient pas être relevés tant que l'on ne constate pas une inflation durablement positive. Le fait de relever les niveaux d'endettement public - 176% du PIB en 2006 - menace la durabilité budgétaire sur le long terme, en particulier alors que les pressions budgétaires dues au vieillissement des populations devraient augmenter. L'OCDE recommande donc que les mesures de réduction du déficit en compte courant soient renforcées par le biais d'un plan budgétaire détaillé à moyen terme, qui devrait être étroitement lié au processus budgétaire annuel. Entre autres, elle préconise de poursuivre la réforme structurelle et la déréglementation, étant donné en particulier que les tendances démographiques s'accroissent au Japon.

29. En Corée, en 2005, la forte consommation des ménages a aidé l'économie à rebondir et à sortir d'une période de faible croissance, avec, en 2006, une hausse du PIB de 5%. Alors que la croissance des salaires est actuellement soumise à des pressions dues à un repli des bénéfices des entreprises, ainsi qu'à un ralentissement des activités et de la construction résidentielle, l'OCDE s'attend à ce que l'expansion du PIB soit modérée, et se situe plus ou moins à 4,5% en 2007-2008, ce qui correspond au taux de croissance potentiel du pays.

30. Parallèlement aux conséquences des hausses du prix du pétrole, les bénéfices des entreprises - exportatrices, en particulier - ont été touchés de plein fouet par une forte appréciation du won, ce qui a porté atteinte à la confiance des consommateurs et des entreprises. Les investissements dans les constructions ont également été ralentis par des mesures publiques visant à calmer le marché de l'immobilier, et par un renforcement de la politique monétaire, les taux d'intérêt à court terme ayant connu cinq hausses dans les dix mois jusqu'à août 2006.

31. L'OCDE prévoit un renforcement de la demande intérieure durant 2007, ce qui contribuera à compenser les effets sur les exportations coréennes d'une croissance mondiale plus faible. L'OCDE croit également que le fait que la Corée se focalise sur les produits de haute technologie et ses liens étroits avec la Chine contribueront à stimuler son potentiel d'exportation. Mais elle attire l'attention sur le fait que des incertitudes politiques locales pourraient saper la confiance, et que des taux d'intérêt

plus élevés pourraient contraindre la demande davantage qu'escompté, étant donné que les niveaux d'endettement des ménages ont augmenté de plus de 50% entre 2000 et 2005, atteignant 144% des revenus disponibles des ménages.

32. La Chine, de plus en plus en tête de l'expansion économique de l'Asie, voit son influence s'étendre rapidement dans des régions telles que l'Afrique et l'Amérique du Sud, et est déjà, à certains égards, le deuxième plus grand pays commerçant au monde. Ces derniers trimestres, la croissance du PIB chinois a en permanence dépassée les 10%, et, pour 2006, en année pleine, elle devrait s'établir autour de 10,6%.

33. Les exportations chinoises ont poursuivi sur leur formidable élan, avec une augmentation de 20% en valeur pour la seule année 2005, et les performances des sociétés locales sont de plus en plus à la hauteur des performances à l'exportation des entreprises à capital étranger. Avec une demande intérieure saine, les niveaux d'importation ont également augmenté rapidement, même si l'excédent en compte courant continue de croître : il est passé d'environ 70 milliards de dollars en 2004 à 210 milliards de dollars attendus en 2006 (et cette tendance devrait se poursuivre).

34. Dans un contexte aussi expansionniste, les recettes fiscales augmentent rapidement et, les dépenses publiques étant maîtrisées, le budget national de la Chine devrait être en excédent pour 2006, sans doute autour de 1,5% du PIB. Entre-temps, l'inflation semble maintenant sous contrôle, après un recul régulier au cours des deux dernières années. Avec une très forte rentabilité des entreprises, les investissements continuent d'augmenter en termes de part du PIB, stimulant la capacité économique à tel point que les taux de croissance actuelle peuvent être maintenus à moyen terme. Et la progression en termes d'emplois reste solide, avec plus de 40 millions de créations d'emplois au cours des trois années passées en dehors du secteur agricole.

35. Comme les rapporteurs précédents l'ont déjà décrit, la Chine est confrontée à un impressionnant ensemble de défis sociaux, politiques et économiques, notamment le vieillissement démographique. Mais, dans l'ensemble, ses perspectives actuelles sont positives. Un certain ralentissement de l'expansion des exportations est probable courant 2007, en accord avec la demande mondiale, mais la croissance devrait rester au-dessus des 10% au cours des deux prochaines années.

36. Toutefois, l'OCDE rappelle une fois encore que les réserves en devises de la Chine continuent d'augmenter, ce qui fait peser un risque de flambée du crédit qui aboutirait à relancer l'inflation et provoquer une surchauffe économique ; et elle signale également qu'il est de moins en moins approprié de gérer ces situations par le biais d'un contrôle sur les prêts bancaires, car les banques chinoises deviennent de plus en plus commercialisées. Elle recommande que la devise soit laissée libre de s'apprécier plus rapidement, pour que les mécanismes du marché servent de contrepoids, ce qui permettrait également de limiter le sentiment protectionniste à l'étranger, qui demeure un risque extérieur clé.

37. L'économie de l'Inde a connu récemment une croissance exceptionnelle, affichant des augmentations du PIB de 8,5% en 2004 et 2005. Ce rythme semble s'être légèrement ralenti, pour descendre à 8% en 2006, essentiellement du fait d'une production agricole plus faible. Le secteur non agricole poursuit son expansion toutefois, avec récemment des croissances de 10% et plus, particulièrement fortes dans la production industrielle et dans les secteurs récemment libéralisés et des télécommunications et du transport aérien. Le secteur informatique également continue de prospérer, avec des exportations exceptionnelles de logiciels et de services aux entreprises.

38. On note toutefois certains signes de surchauffe, avec une reprise de l'inflation et un compte courant parti pour enregistrer un déficit. Malgré une série prudente d'augmentations des taux d'intérêt, l'afflux des capitaux, d'une part, et la souscription des crédits bancaires, d'autre part, ont augmenté de manière considérable, alors que flambaient les prix de l'immobilier urbain et la bourse de Bombay (Mumbai). Les recettes des Etats et du gouvernement central dépassent largement les niveaux attendus, tirées par de fortes recettes fiscales et par l'introduction de la TVA locale.

39. L'OCDE prévient que, même si l'économie indienne est extrêmement dynamique, les pouvoirs publics doivent éviter une politique « pro-cyclique » où les recettes exceptionnelles sont immédiatement absorbées par des dépenses exceptionnelles. Au contraire, il conviendrait de se focaliser sur le maintien des déficits budgétaires dans la bande des 3% du PIB prévue dans la loi indienne sur la responsabilité et la gestion budgétaires, ce qui contribuera à maîtriser l'inflation et

permettra une augmentation régulière du PIB, conformément au potentiel de croissance de l'Inde, qui est d'environ 7,5% par an.

40. On peut mentionner ici que l'OCDE s'est récemment davantage impliquée dans la région de l'Asie du Sud-Est. Selon son Document de politique *Fostering Regional Integration : Peer Review in Southeast Asia* (mai 2007), la région a montré un remarquable dynamisme économique. La croissance a été robuste, et les flux des échanges et de l'investissement considérables du fait d'une division internationale du travail de plus en plus forte. En parallèle, l'intégration régionale s'est récemment approfondie et plusieurs initiatives ont été lancées pour la coopération régionale, en particulier depuis la crise asiatique de 1997. On citera notamment le concept de Communauté ASEAN, proposé en 1997, qui a pour objectif de parvenir à un marché et à une base de production uniques. En janvier 2007, l'OCDE a tenu un dialogue régional sur le rôle de l'examen par les pairs pour promouvoir l'intégration régionale en Asie du Sud-Est. L'examen par les pairs est depuis plus de 40 ans la marque de fabrique des méthodes de travail de l'Organisation, et est actuellement utilisé dans une large gamme de domaines de politique. Cette méthode a évolué au fil des ans pour tenir compte des évolutions et des nouvelles demandes, par exemple pour intégrer la société civile, l'entreprise et la main d'œuvre.

iii. *La zone euro*

41. Au début de 2006, après une série de reprises avortées, l'OCDE a détecté une tendance à la hausse claire, bien que modeste, dans la zone euro. Cette impression s'est maintenant confortée, et la reprise économique semble bien partie. Si, globalement, le PIB a connu une décélération au deuxième trimestre, il devrait se reprendre pour atteindre un niveau proche de son potentiel sur le reste de l'année, et la croissance pour 2007 devrait atteindre les 2,8%, pratiquement toutes les économies affichant une croissance équivalente ou supérieure à leur taux de croissance potentiel. Après un léger recul, la croissance devrait dépasser clairement son niveau potentiel en 2007 et se maintenir sur sa lancée en 2008.

42. Comme prévu, les exportations ont été cruciales, et particulièrement dynamiques à destination de l'Asie et des nouveaux Etats membres de l'Union européenne. L'Allemagne a consolidé sa position en tant premier exportateur mondial ; et, avec une croissance de son PIB de 2,3% en 2006, contre juste un peu plus de 1% en 2005, sa reprise intérieure a contribué à stimuler les exportations dans toute la région, en particulier en provenance de l'Italie - contribuant à sortir cette dernière de sa récession industrielle. Les exportateurs des Pays-Bas, de l'Irlande, de la Grèce et que l'Espagne ont également continué à bien se comporter, même si l'on a noté un certain recul de la performance des exportations en Belgique et en France.

43. Globalement, 2006 a connu un élargissement de la base de la reprise, avec le déblocage de la demande d'investissement. Les entrepreneurs sont très confiants, en particulier en Allemagne et en France, et l'on note une forte rentabilité, avec le début d'une reprise de la consommation des ménages à mesure que la confiance des consommateurs s'affermir également. La demande intérieure est un élément clé de la croissance en France, par exemple, où des prix de l'immobilier en hausse ont fait beaucoup pour le moral des consommateurs (qui reste encore malgré tout assez morose). Dans toute la zone euro, la croissance de la consommation devrait se poursuivre à des niveaux modérés, pour atteindre 2,3% en 2008.

44. Cette performance a commencé à se ressentir sur le marché de l'emploi, le chômage passant de 8,9% en 2004 à 7,9% attendus en 2006 ; la croissance de l'emploi a été la plus forte dans les pays les plus petits, notamment l'Espagne et les Pays-Bas, et particulièrement sensible dans le travail à temps partiel et le secteur des services. Dans les pays plus grands, certains défis persistent : la croissance de l'emploi générée par la réforme commence à avoir des retombées en Italie, toutefois l'OCDE suggère que le recul du chômage en Allemagne demeure largement cyclique, et que l'on ne voit pas encore de recul du chômage structurel ; cependant, l'OCDE note que le chômage est passé de 8% en 2006 à 7,2% en 2008, parallèlement au fait que l'économie s'est réorientée des exportations vers la consommation, et que les revenus réels augmentent. Dans l'intervalle, en France, le taux de participation a reculé en même temps que le chômage, du fait de la législation spéciale sur les départs anticipés à la retraite adoptée en 2003. L'emploi dans le secteur privé a légèrement augmenté, toutefois une bonne partie de cette augmentation est constituée par des contrats de travail temporaire, et l'OCDE suggère que la législation limite encore la croissance de l'emploi.

45. L'inflation devrait demeurer autour des 2% pour la zone euro au cours des quelques prochaines années. Les pressions sur les salaires ont été contenues, et la plupart des pays se sont employés lentement à réduire l'écart de production économique qui s'était creusé des années précédant. À mesure que cet effet diminue, et que la croissance dans la zone euro s'établit à son taux de croissance potentiel ou plus, l'OCDE suggère que les taux d'intérêt continueront d'augmenter régulièrement durant 2007, et peut-être 2008, pour contrer les pressions inflationnistes.

46. Avec des recettes publiques plus élevées que prévu, les finances publiques se sont également améliorées de manière générale. L'OCDE signale certaines améliorations budgétaires structurelles, en particulier lorsque les déficits dépassaient les 3% imposés par la BCE. En France, la réduction du déficit est allée beaucoup plus loin que prévu, alors qu'en Grèce le déficit devrait descendre durablement en dessous des 3%, pour la première fois depuis de nombreuses années. Bien qu'encourageantes, les réformes en cours dans la plupart des pays restent encore insuffisantes au regard des besoins futurs, en particulier du fait du vieillissement des Européens, et l'OCDE estime que les Plans budgétaires à moyen terme établis dans les Programmes nationaux de stabilité ne sont pas suffisamment ambitieux. Les finances de la zone euro ne sont pas encore suffisamment solides sur le long terme, et les gains de recettes pendant cette bonne période devraient donc être appliqués à la réduction des déficits plutôt qu'à des augmentations des dépenses ou à des allègements fiscaux.

47. À court terme, la demande pourrait pâtir du fait d'un possible ralentissement dans le bâtiment dû aux hausses des taux d'intérêt, ou aux effets amortisseurs des augmentations fiscales, en particulier les hausses de la TVA en Allemagne. Mais il est également possible que l'investissement augmente plus qu'escompté, tandis que les marchés à l'exportation de l'Europe continuent d'engranger de très bons résultats. Dans ce contexte, l'un des principaux risques est que les pressions sur les salaires pourraient entraîner une perte de compétitivité. La perspective actuelle plutôt favorable risque également de ralentir le rythme de la réforme structurelle dans les pays. En outre, les récentes turbulences sur les marchés financiers ajoutent à l'incertitude et les risques de dégradation augmentent.

#### *iv. Le Royaume-Uni*

48. Aidé par des investissements en hausse et une forte consommation intérieure, le PIB s'est repris durant 2006, avec une croissance qui devrait s'établir autour des 2,6%, une performance similaire étant attendue pour les années 2007-2008. Contrairement à ce que certains pouvaient penser, le marché immobilier est demeuré solide, avec des hausses des prix de 5 à 10%. Les ménages épargnent de plus en plus, avec des taux d'intérêt relativement élevés, dans un contexte d'inquiétude des consommateurs au sujet de leurs pensions. Les taux d'intérêts ont récemment été relevés en réaction à une reprise de l'indice général des prix à la consommation au début de l'année même si cette flambée est retombée par la suite.

49. En fait, la productivité de la main-d'oeuvre a augmenté, et l'OCDE pense que l'immigration peut aider le Royaume-Uni à accroître potentiellement sa production, ce qui lui permettrait d'afficher une croissance plus forte sans risque que l'inflation dérape. C'est pourquoi la perspective globale pour le Royaume-Uni est perçue comme positive, et il est recommandé à ce pays d'améliorer la formation des compétences et la mise en oeuvre du programme national pour le handicap, en tant que mesures incitatives pour la croissance.

50. Récemment, les recettes publiques ont été élevées, mais, du point de vue de l'OCDE, le principal défi budgétaire de Royaume-Uni est de limiter les dépenses publiques et de faire en sorte d'utiliser au mieux l'argent du contribuable. Les propres projections de l'OCDE laissent à penser que le déficit public se résorbera moins rapidement que prévu dans le budget de l'an dernier et, en fonction de l'expérience récente, l'OCDE suggère que le gouvernement pourrait avoir des difficultés à tenir son objectif budgétaire de la « règle d'or » s'il n'y a pas de recettes supplémentaires ou de mesures visant à réduire les dépenses.

#### *v. Autres économies clés*

51. L'économie canadienne a connu un léger ralentissement au cours de ces deux dernières années, et donne désormais l'impression que sa croissance est proche de son taux potentiel, autour des 2,8% en 2006. Une série de facteurs se sont combinés pour déclencher le premier recul de la position des « termes de l'échange » du Canada depuis 2001 - à savoir, une baisse des prix du pétrole et des matières premières, le ralentissement de la croissance américaine est une appréciation

du dollar canadien. La croissance des exportations a alors ralenti, passant de 5,2% en 2004 à 1,3% en 2006 - tandis que les importations ont continué d'augmenter à un rythme rapide (5,8% l'an dernier).

52. Comme ceci peut le laisser penser, la demande intérieure est demeurée forte, soutenue par les marchés de l'immobilier et une série de réductions d'impôts fédéraux et de mesures incitatives ; toutefois, certains signes font envisager un début de renversement de tendance - et l'investissement résidentiel, en particulier, a commencé à reculer. L'OCDE s'attend à voir une courte période de croissance en dessous de potentiel, suivie d'une augmentation des activités, avec une croissance du PIB qui atteindrait les 3,1% en 2008. La demande d'exportations sera un facteur clé, la consommation étant freinée par des marges moins favorables sur l'immobilier.

53. Du point de vue de l'OCDE, les pressions inflationnistes sont sous contrôle au Canada, et l'OCDE conseille à la Banque du Canada de continuer sur sa lancée en termes de politique de taux de change, mettant l'accent sur la nécessité de s'attacher à réduire la dette nationale, étant donné le vieillissement démographique du pays. Les principaux risques pesant sur les perspectives économiques du Canada sont externes, en particulier si la croissance américaine ne reprend pas, ou si les cours de certaines matières premières venaient à dévisser.

54. Le Mexique a été lui aussi affecté par un recul de la demande américaine et des cours du pétrole. Les exportations ont été particulièrement dynamiques ces dernières années, toutefois l'OCDE prévoit que leur croissance va se ralentir et passer de 11,1% en 2006 à 5% en 2007, avant de se reprendre. Cependant, la demande intérieure, soutenue par des niveaux plus élevés d'emplois déclarés, les transferts des migrants et les crédits bancaires, devrait rester robuste, alors que l'investissement étranger demeure sain et devrait être encouragé par la résorption partielle des incertitudes politiques.

55. Grâce aux recettes élevées de ces dernières années, une politique budgétaire stricte (les emprunts du secteur public tombant à 2% du PIB en 2006) pourrait être combinée à des investissements publics supplémentaires. Le projet de budget pour 2007 prévoit un recul substantiel des recettes pétrolières, conformément aux prévisions de l'OCDE, mais vise à réduire encore l'emprunt, avec un investissement public modéré et des dépenses publiques limitées.

56. Globalement, la croissance du PIB devrait reculer de 4,7% en 2006 à 3,6% cette année, puis commencer à se reprendre en 2008. Avec une croissance et des recettes pétrolières plus faibles, les conditions budgétaires du Mexique deviendront plus difficiles, mais l'OCDE insiste pour que la politique ne soit pas assouplie. Au contraire, elle suggère des réformes pour améliorer l'éducation, encourager les opérations commerciales et élargir la base de fiscalité, réduire les distorsions économiques et améliorer les conditions à long terme pour des programmes de dépenses essentiels.

57. Au Brésil, certains signes laissent à penser que l'économie se reprend après un bref recul, la consommation privée équilibrant une croissance plus lente des exportations. Le PIB devrait augmenter de 3,1% en 2006, et de 3,8% en 2007. Les comptes courants et balance commerciale du Brésil demeurent excédentaires, et, alors que le taux de change s'est stabilisé et que les taux d'intérêt ont été abaissés, la confiance et l'investissement devraient rebondir dans les mois qui viennent.

58. L'emploi continue de croître, les hausses du chômage étant compensées par un taux de participation plus élevé. L'inflation est demeurée limitée, autour des 3% en 2006, alors qu'elle avait atteint plus de 16% à la fin de 2002, et ces bons résultats devraient se poursuivre, pavant la voie à d'autres réductions des taux d'intérêt.

59. Pour l'OCDE, la gestion de la dette publique du Brésil est « exemplaire » et sa politique budgétaire actuelle bien ciblée, même si elle estime que les choix pour limiter l'augmentation des dépenses publiques en termes réels devraient figurer en meilleure place à l'ordre du jour du gouvernement.

60. Toutefois, pour ce qui est de certains autres pays d'Amérique-latine, par exemple le Venezuela et la Bolivie, la Rapporteuse a noté l'inquiétude exprimée au sein de la Commission concernant la tendance à la nationalisation de certains secteurs de l'économie, tels que le pétrole et le gaz.

61. La performance économique de la Pologne a été très forte, avec un recul rapide de l'inflation et du chômage, une forte hausse des investissements, et des exportations qui ont pris plus de 15% en 2006. La croissance du PIB pour l'année devrait dépasser les 5%, et les performances seront vraisemblablement similaires en 2007-2008.

62. C'est le rythme même de la croissance qui constitue le principal risque actuellement pour la Pologne, car il entraîne un danger d'inflation sur les salaires, en particulier dans le secteur public. Il est fortement recommandé au gouvernement de rationaliser les finances publiques, de réduire les fonctionnaires et d'améliorer l'efficacité du secteur public afin d'améliorer les perspectives de croissance des salaires sans inflation.

63. La République tchèque a récemment enregistré une croissance de son PIB supérieure même à celui de la Pologne ; toutefois cette tendance est désormais légèrement à la baisse, avec une croissance modérée attendue qui devrait passer de 6,2% en 2006 à 4,6% en 2008. L'investissement direct étranger a été le moteur d'une forte augmentation de la production pour l'exportation (par exemple, la production automobile a augmenté de 50% en une année seulement), ce qui a permis de baisser le chômage, de conforter la confiance et de stimuler fortement les importations.

64. Toutefois, l'OCDE pense que le contexte de blocage politique actuel pénalise les perspectives de la République tchèque, en particulier du fait du retard dans la mise en oeuvre des réformes nécessaires pour résorber le déficit public. L'OCDE signale qu'aucun progrès n'est fait dans des domaines clés tels que les retraites et la réforme des soins de santé, et que cette situation, conjuguée avec le report de l'entrée dans la zone euro, fait courir le risque de graves problèmes budgétaires.

65. La Hongrie connaît des défis similaires, puisque le déficit public est, selon les estimations, supérieur à 10% du PIB. Si les mesures d'ajustement annoncées jusqu'ici ont été bien acceptées, le « risque grave » d'une perte de confiance est toujours là, et beaucoup dépend de la détermination du gouvernement à mener à terme des réformes qui impliquent des coupes conséquentes dans les dépenses. Dans ce contexte, l'on s'attend à ce que la croissance passe de 4% en 2006 à 2,2% en 2007, malgré des exportations qui restent solides.

66. La croissance économique de la Fédération de Russie, qui, d'après les estimations, devrait atteindre les 6,8% en 2006, devrait se ralentir pour descendre à 5,5% en 2007, étant donné la récente appréciation du rouble et le recul des prix du pétrole. La consommation des ménages (qui connaît une croissance à deux chiffres) restera un moteur clé de l'expansion économique, même si la croissance des investissements est également relativement forte. Les dépenses publiques sont également en rapide augmentation, même si elles sont parties de niveaux relativement bas ; en termes réels, récemment, les dépenses fédérales ont augmenté au rythme d'environ 15% par an.

67. L'OCDE prévient que, même si elles peuvent se comprendre dans le contexte des récentes recettes exceptionnelles, ces augmentations rapides, ayant tendance à alimenter l'inflation et à tirer le rouble à la hausse, viendront menacer la compétitivité. Cependant, l'OCDE note également que la Russie a maintenant remboursé quelque 22 milliards de dollars de dette extérieure par anticipation, et a placé une large part de ses bénéfices pétroliers dans un Fonds de stabilisation, dont une bonne partie est investie à l'étranger, et qui est de mieux en mieux géré. Tout ceci devrait contribuer à améliorer la position budgétaire de la Russie à long terme.

68. Dans les divers secteurs économiques, la réforme structurelle a été mise en oeuvre à des degrés divers, avec des progrès dans certains domaines, par exemple l'introduction d'une nouvelle loi sur la concurrence et de nouvelles règles pour la taxation du secteur pétrolier. L'OCDE se réjouit de ces mesures, mais prévient que leur mise en oeuvre effective ne peut pas être considérée comme acquise, et signale l'intervention croissante de l'Etat dans des secteurs clés, avec un traitement préférentiel pour les opérations propriétés de l'Etat.

69. Il convient de s'arrêter un instant sur les économies du Proche-Orient qui participent à l'initiative MENA de l'OCDE pour la gouvernance et l'investissement en appui au développement, un effort régional entamé et conduit par certains pays du Proche-Orient. Il s'agit de promouvoir une réforme conçue pour améliorer le climat des investissements, moderniser les structures et le fonctionnement de la gouvernance, renforcer les partenariats régionaux et internationaux et promouvoir une croissance économique durable. Il s'agit également de renforcer les capacités des pays à concevoir et à mettre en oeuvre des réformes de politique. L'initiative MENA se compose de

deux piliers : le Programme Gouvernance (visant à moderniser les structures et processus de gouvernance publique) et le Programme Investissement (destiné à améliorer le climat et les politiques d'investissement).

70. Depuis son lancement officiel en 2005, l'initiative MENA a, entre autres choses, créé un mécanisme sans équivalent pour instaurer un dialogue politique privilégiant les résultats et consolider les capacités entre des intervenants de MENA et des pays de l'OCDE ; appuyé la formulation et l'adoption par plusieurs pays participant à MENA de Plans d'action nationaux pour améliorer la gouvernance et l'investissement ; donné son appui à leur mise en œuvre ; et a abouti à des suggestions pour établir des centres régionaux ayant pour vocation de consolider les capacités en matière de gestion publique et d'investissement, ces centres ayant une masse critique suffisante pour diffuser les meilleures pratiques au meilleur coût. Ainsi, le Bahrein a créé un Centre régional pour l'investissement et l'UEA a établi un Institut régional pour la gouvernance d'entreprise destiné à soutenir les travaux menés dans le cadre de l'initiative MENA. Cette dernière a servi de facilitateur pour des partenariats entre des gouvernements arabes et des donateurs, sur un plan bilatéral ou multilatéral, et a travaillé en étroite coopération avec la Banque mondiale, la Ligue arabe, l'Union européenne, l'ONUDI et d'autres organisations internationales et régionales.

71. En s'appuyant sur les résultats obtenus jusqu'ici, pour 2007, l'Initiative se concentre sur le soutien à la mise en œuvre et à la poursuite des Plans d'action nationaux des pays participant à MENA, grâce à un approfondissement des actions de consolidation de capacités et à des conseils par les pairs ainsi que par le suivi et la mesure des progrès.

#### **IV. Tour d'horizon des principaux défis à venir**

72. Comme l'a dit le Secrétaire général de l'OCDE, les dirigeants éclairés devraient voir la grande image et réaliser que l'enjeu réside dans la capacité de l'homme à faire en sorte que nous vivions dans un monde meilleur. Il signale la grande hétérogénéité des défis mondiaux actuels, dont bon nombre sont inédits, incertains par nature et difficiles à traiter. Au-delà de nos fléaux bien connus – la guerre et la pauvreté –, nous sommes confrontés au défi considérable du changement climatique, avec les pénuries d'eau et de nourriture, aux pandémies, aux migrations massives, aux luttes sociales et à des catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses et dévastatrices, ce qui fait peser sur le secteur mondial des assurances une pression sans précédent. Si l'on ajoute à cela la menace du terrorisme, l'explosion de la demande et des prix de l'énergie, et la tendance au vieillissement démographique, ce n'est pour lui pas le moment de se retrancher derrière le protectionnisme.

##### *i. Le changement climatique*

73. Le changement climatique est l'exemple par excellence de la complexité des défis d'aujourd'hui, puisque ses causes et ses impacts sont multiples et que, si tous admettent aujourd'hui la réalité de ce phénomène, l'on ne sait toujours pas quelles seront précisément ses conséquences et combien de temps il va durer. Mais, à l'évidence, étant donné les questions qui entourent la demande énergétique (analysée plus loin), le problème des gaz à effet de serre ne peut être traité que par une action collective. L'on pourrait ainsi appliquer au niveau mondial une taxe sur le gaz carbonique (dans l'idéal, elle toucherait tous les pays et tous les secteurs) ou relier et étoffer les politiques existantes telles que les programmes nationaux de taxes sur les effets de gaz ou d'échange d'émissions. L'UE et un certain nombre de pays, de régions et de territoires subnationaux – y compris certains Etats des Etats-Unis – se sont dotés ou vont se doter de ce type de programme et envisagent actuellement de les relier entre eux. L'OCDE s'est penchée sur le potentiel offert par de telles mises en réseau, et conseille les gouvernements de ses Etats membres sur les moyens d'élargir et d'approfondir le marché du carbone en vue de stimuler l'innovation et les nouvelles technologies.

74. Les aspects économiques du changement climatique retiennent aussi de plus en plus l'attention. Les Etudes économiques de l'OCDE et ses Analyses de performance environnementale ont ainsi prévu des études politiques dans les pays membres pour traiter le changement climatique, et proposé des recommandations spécifiques. Un certain nombre de pays non-membres ont déjà fait l'objet d'analyses. A la demande du gouvernement chinois, l'OCDE a procédé en 2006 à une analyse de la performance environnementale de la Chine, la publication du rapport final devant intervenir durant l'été 2007. Cette initiative est perçue comme une opportunité significative pour la Chine et les pays membres de l'OCDE de travailler ensemble sur des questions cruciales pour la Chine et toute notre planète. En mars 2008, l'OCDE publiera des Perspectives de l'environnement allant jusqu'à

2030 qui, entre autres, donneront une analyse des impacts des politiques spécifiques en matière d'émissions de gaz à effet de serre, ce que vont coûter ces politiques et comment ces coûts vont être répartis. Ces travaux vont être étendus grâce à une analyse conjointe, menée en 2007-2008 par les Comités économique et de la politique de l'environnement, qui se focalisera sur l'économie de l'action de lutte contre le changement climatique dans un cadre post-2012.

## ii. Une question d'énergie

75. Malgré la bonne résistance de l'économie mondiale face à de récentes augmentations des cours du pétrole (et du gaz naturel), ces dernières ont inévitablement eu un impact sur la croissance. Les prix se sont stabilisés, certes, et les prédictions d'une baisse des prix ne se sont pas réalisées ; et, comme indiqué plus haut, l'OCDE ne prévoit pas que ce scénario se produise à moyen terme. Même si, comme on l'a déjà dit, les goulets d'étranglement dans le transport et la distribution se sont atténués, de plus en plus de voix s'élèvent dans le monde pour s'interroger sur la sécurité énergétique. Aux Etats-Unis, le Président Bush a mis l'accent sur l'éthanol, les énergies renouvelables et l'augmentation de la production domestique pour réduire la dépendance vis-à-vis des fournitures de l'étranger ; en Europe, où la production locale diminue, la fiabilité de l'approvisionnement étranger soulève des préoccupations, ce qui a amené à développer des oléoducs et gazoducs de remplacement, et à mettre sur pied des plans pour faire venir du gaz naturel liquéfié depuis le Proche-Orient.

76. La sécurité énergétique est de plus en plus source de concurrence mondiale et de tensions politiques planétaires. La Chine, par exemple, s'active énormément pour monter des partenariats commerciaux et d'investissements avec les fournisseurs énergétiques clés, le plus sensible d'entre eux étant vraisemblablement le Soudan, tandis que les tensions actuelles autour de l'Iran sont compliquées par le fait que ce dernier est l'un des grands producteurs de pétrole. Et, alors que la demande de gaz explose, il semblerait que récemment l'on ait commencé à parler d'établir un cartel du gaz, sur le modèle de l'OPEP.

77. Même si l'on passe au gaz et à d'autres sources d'énergie, il est indubitable que nous sommes confrontés à une demande pétrolière en hausse. L'utilisation totale a augmenté de 15% depuis 1995, les États-Unis et la Chine représentant près de la moitié de cette augmentation, et l'on s'attend à ce que ce chiffre augmente des deux tiers au cours des 30 prochaines années, la Chine devenant vraisemblablement le premier consommateur de la planète. Les réserves devraient être suffisantes pour répondre à ce niveau de demande, toutefois l'incertitude pèse sur les coûts d'exploration, d'extraction et de distribution. En outre, la demande chinoise de pétrole a été en permanence sous-estimée ces dernières années - l'une des raisons qui explique les hausses des prix qui se sont produites - et, avec de si nombreuses économies en développement qui connaissent maintenant une forte croissance, cette sous-estimation pourrait très bien se produire à nouveau, à plus grande échelle encore.

78. Pour couronner le tout, bien entendu, le changement climatique et le réchauffement planétaire font débat, un débat qui prend de l'ampleur à mesure que l'on ressent les premiers effets du changement climatique et que les avertissements du groupe intergouvernemental sur le changement climatique (IPCC) commencent à mobiliser un consensus politique. L'Union européenne a pris la tête des actions menées dans ce domaine, avec ses engagements de réduire les niveaux d'émission de gaz à effet de serre, mais aux États-Unis aussi, de plus en plus, des voix se font entendre de la base et des États fédérés mettent en place individuellement leurs propres normes écologiques et contrôles des émissions. En fait, l'an dernier a été caractérisé par une augmentation sans précédent des mesures relatives au changement climatique dans l'ensemble du monde : le mois dernier, l'Australie, qui connaît déjà une sécheresse exceptionnelle, est devenue le premier pays à annoncer le retrait progressif des ampoules à incandescence conventionnelles.

79. Comment devrait-on réagir à cette série complexe de problèmes, en passe de devenir le grand défi politique de notre époque ? Dans sa dernière publication, *Perspectives de l'énergie mondiale*, l'OCDE suggère que nous sommes face à un choix, entre un avenir « marqué par le sous-investissement, vulnérable et sale » et un avenir « propre, intelligent et compétitif ».

80. À l'évidence, l'utilisation des combustibles fossiles ne va pas cesser du jour au lendemain. En fait, nous devons faire en sorte que les investissements dans l'exploration et production demeurent suffisants pour répondre aux besoins mondiaux. Dans un souci pratique, il convient de privilégier toujours plus l'efficacité énergétique - le Japon est en quelque sorte un modèle dans ce domaine,

avec une intensité énergétique plus faible que ses équivalents dans le monde développé - et le développement rapide de technologies propres. Il est crucial que ces évolutions se diffusent partout dans le monde plutôt que de servir de source d'avantage concurrentiel. Il est encourageant que bon nombre d'économies en émergence prennent cette question très au sérieux : la Chine, considérablement vulnérable aux changements climatiques, a instauré des normes d'émissions pour les automobiles qui sont bien plus strictes que celles en vigueur aux États-Unis. Toutefois, la population chinoise a besoin d'une croissance économique rapide, qui dépend actuellement du pétrole et de l'énergie produite par le charbon. Si ce processus peut être développé de manière plus efficiente, c'est l'ensemble de la planète qui en tirera avantage. Dans le cas contraire, l'AIE prédit que les émissions de gaz à effet de serre par la Chine pourraient dépasser celles des États-Unis d'ici 2009 ou 2010, et être deux fois plus importante que les émissions combinées des pays les plus riches de la planète d'ici un quart de siècle. La Chine est toujours d'avis, pour l'instant, qu'en tant que pays en développement, elle ne devrait pas avoir à accepter des objectifs quantitatifs de réduction des émissions.

81. Il est clair qu'il faut explorer et investir dans une large gamme de solutions. Les biocarburants, par exemple, ne contribuent pas seulement à diminuer la demande pétrolière, mais ont également des retombées dans l'agriculture, et même dans la destruction des forêts pluviales. A long terme, l'hydrogène peut se révéler une meilleure source de carburant, mais il faut encore beaucoup de travail pour l'exploiter. Le nucléaire, récemment encore considéré comme l'anathème par bon nombre de pays, fait son retour ; aux États-Unis et au Royaume-Uni, par exemple, l'on commence à envisager d'étendre la capacité en réacteurs de nouvelle génération, et, en Allemagne, la décision prise il y a quelques années de supprimer le nucléaire fait aujourd'hui débat. L'énergie des vagues, le vent et les systèmes solaires présentent également un potentiel, mais il reste encore du chemin à parcourir pour que la capacité de génération d'énergie soit significative.

82. En bref, pour relever ce défi, la communauté mondiale doit investir, expérimenter et faire preuve d'esprit d'entreprise - tout en montrant une générosité éclairée. Pour l'Europe, en particulier, qui est jusqu'ici en pointe sur ces questions, ce serait là une formule naturelle.

*iii. L'endettement des ménages a-t-il atteint un niveau dangereux ?*

83. Alors que les consommateurs ont plus largement accès au crédit et qu'ils sont de plus en plus nombreux à devenir propriétaires, nombre de pays ont vu augmenter les niveaux d'endettement des ménages. L'OCDE s'est livrée à une analyse détaillée, basée sur 15 pays pour lesquels les données étaient disponibles, afin de faire le point sur cette tendance et évaluer la vulnérabilité des ménages aux changements économiques, en particulier aux évolutions des taux d'intérêt.

84. L'étude examine dix pays européens, plus le Canada, les États-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Dans l'ensemble, l'endettement des ménages est passé en moyenne de 40% du PIB en 1985 à quelque 80% en 2005, tous les pays à l'exception du Japon enregistrant une croissance au cours de ces quelques dernières années. Les situations sont très hétérogènes toutefois, avec des niveaux d'endettement encore inférieurs à 40% en Italie, à 60% en France, s'établissant autour de 80% en Irlande et au Japon, de 100% aux États-Unis et au Royaume-Uni, et encore plus élevés au Danemark et aux Pays-Bas. Le rythme de la croissance a été le moins notable en Allemagne, où les niveaux d'endettement demeurent inférieurs à la moyenne.

85. La part d'endettement constituée par des prêts hypothécaires a augmenté régulièrement, et représente aujourd'hui environ les deux tiers du total de l'endettement dans la plupart des pays. Si l'endettement par carte de crédit a connu un essor dans certains pays, tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, il demeure inférieur à 5% de l'endettement total.

86. Cette prédominance de l'endettement immobilier s'explique par une situation combinant des marchés de l'immobilier en hausse et la libéralisation financière, une combinaison qui s'auto-alimente. Les frais de transaction et de recherches ont été abaissés sur certains marchés, alors que les montages innovants de financement se répandent et ne sont pas onéreux (on citera par exemple les prêts flexibles avec prolongation de la durée du prêt, et les hypothèques rechargeables). Ceci est particulièrement vrai en Australie, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande et en Espagne. En Europe, les niveaux de fortune en hausse parmi les nouveaux entrants dans l'Union européenne ont influé sur la situation, tout comme la convergence vers des taux d'intérêt généralement plus bas associés à l'euro.

87. Ces niveaux d'endettement plus élevés restent-ils sains ? D'une part, la hausse des prix de l'immobilier a fait monter de manière substantielle la richesse nette des ménages. En France, en Espagne, au Royaume-Uni et en Australie, la richesse nette est passée d'environ cinq fois le niveau des revenus disponibles en 1995 à plus de sept fois en 2005. Une telle croissance a été à peine ressentie aux États-Unis, où les investissements se font en prédominance sur les marchés boursiers, ou au Japon et en Allemagne, où les prix de l'immobilier reculent depuis un certain nombre d'années.

88. L'OCDE a ainsi conclu que les augmentations des prêts immobiliers ont, pour la majeure partie, coïncidé avec des gains patrimoniaux, ce qui permet alors aux ménages de financer plus facilement des prêts à la consommation ou d'autres formes d'endettement en cas de difficultés économiques, sauf en cas de chute des prix immobiliers.

89. En revanche, bien entendu, cette situation ne va pas sans risques. Dans la plupart des pays étudiés, l'effet de levier de l'endettement semble assez sain - mais, dans plusieurs d'entre eux, notamment les États-Unis, les Pays-Bas et l'Australie, le rapport endettement sur actifs a connu une hausse subite, ce qui rend les ménages plus vulnérables en cas de perte de valeur des actifs. Ce fait s'explique en partie par des plus-values plus rapides, qui ont incité les ménages à emprunter davantage, mais aussi par des emprunts pour financer des fonds de pension ou d'autres dépenses. L'exposition aux risques sera d'autant plus importante si ces investissements supplémentaires ne rapportent pas le retour sur investissement escompté.

90. Quelle est alors l'ampleur des risques ? Jusqu'ici, il y a eu peu de signes que les ménages ont des difficultés de remboursement, à l'exception du segment de marché des prêts hypothécaires « *subprime* » aux États-Unis, qui répond aux besoins d'emprunteurs ayant une faible capacité d'endettement ou ayant eu dans le passé des problèmes à rembourser. Les taux de défaillance des prêts immobiliers ont reculé dans la plupart des pays ces dernières années, et représentent moins de 2% du total des prêts. En fait, l'apport des actifs patrimoniaux en garantie s'est même révélé utile pour gérer ces crédits, puisque ce système permet aux ménages de lever des capitaux sur un secteur à fiscalité plus favorable, de réduire leur endettement sur les cartes bancaires et autres emprunts à taux d'intérêt élevé. En outre, la souplesse des marchés a permis de renégocier les prêts immobiliers à des taux moins élevés ou d'utiliser des mécanismes différents de remboursement, avec une réorientation très nette des prêts à taux variables en faveur des taux fixes dans des pays tels que les États-Unis et le Royaume-Uni.

91. Dans les pays objet de l'étude, la proportion des ménages endettés varie énormément, l'Italie et l'Allemagne étant en queue de peloton, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et les États-Unis en tête. La tranche d'âge comptant la plus forte proportion de ménages endettés est celle des 30-45 ans, avec régulièrement plus de 70% de la catégorie. Le niveau d'endettement décroît brutalement dans les ménages plus âgés, en particulier dans les pays qui recourent traditionnellement aux prêts immobiliers à taux variable tels que le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne.

92. De même, ce sont les ménages à plus forts revenus qui ont tendance à souscrire des emprunts – dans la catégorie des revenus supérieurs, cette proportion est souvent de 80%. La tendance est similaire en termes de niveau d'endettement. Même en Italie, où les niveaux d'endettement globaux sont faibles, la fourchette des 10% plus hauts revenus emprunte près du double de l'emprunt de la fourchette de revenus inférieure. Cette distribution de l'endettement tend à rendre le marché dans son ensemble moins vulnérable, et semble concourir à la stabilité en cette période actuelle de taux d'intérêt plus élevés.

93. Toutefois, il est intéressant de noter que c'est la part de ménages endettés de la tranche ayant le plus faible revenu qui a augmenté le plus rapidement depuis les années 1980. En particulier, si le groupe de propriétaires a augmenté, sa composition a changé. Bon nombre de nouveaux accédants à la propriété, qui auparavant auraient loué, ont contracté des emprunts élevés et consacrent une part importante de leurs revenus aux remboursements. Ceci augmente l'exposition du marché tout entier à des chocs économiques – et, à l'extrémité, une gamme de produits de prêts immobiliers non conventionnels, dits prêts « *sub-prime* », est apparue dans certains pays pour ceux qui ne pourraient en temps normal obtenir de crédit. Déjà, alors que les taux d'intérêt ont augmenté, une part plus importante de ces emprunteurs a des difficultés à faire face à ses remboursements. Aux États-Unis, où ces produits sont le plus communément commercialisés, le taux de défaillance sur les prêts « *sub-prime* » est de près de sept fois celui des prêts immobiliers standard.

94. La hausse de l'endettement a-t-elle donc rendu les ménages plus vulnérables ? Oui, conclut l'étude, mais le degré de risque encouru dépend partiellement seulement des fluctuations de la valeur des actifs, par exemple le prix des maisons, qui ont tendance à faire la une des journaux. C'est la capacité des personnes endettées à rembourser qui sera cruciale dans des situations difficiles, en particulier pour l'immobilier, qui représente la majeure partie de la dette. En cas de hausse brutale et inattendue des taux d'intérêt, il va de soi que les personnes ayant souscrit un emprunt immobilier à taux variable et d'un montant conséquent seraient en proie à des difficultés, et que cette situation se répercuterait sur l'économie tout entière. Mais, étant donné que les niveaux actuels d'endettement semblent bien contrôlés, que les emprunts ont été dans une très large mesure contractés par les groupes de population les mieux à même de les rembourser, que la richesse nette a augmenté substantiellement de manière générale et que la libéralisation a amélioré la capacité de chacun à gérer sa situation financière, les facteurs de risque ne semblent pas excessifs en l'état actuel des choses.

*iv. Marchés financiers : une fragilité latente ?*

95. Ces dernières années, les marchés boursiers de monde entier ont connu une forte performance. Dans les pays en développement, le rythme de la croissance et un meilleur accès aux capitaux ont créé les conditions d'un boom, comment on le voit à Mumbai et Shanghai. Comme dans les pays développés, des fondamentaux économiques forts ont protégé les marchés, même lorsque les taux d'intérêt augmentaient et dans un contexte de préoccupation liée au cours du pétrole. Ce sont des bilans d'entreprises sains et une rentabilité élevée qui ont été cruciaux pour soutenir la confiance.

96. L'une des raisons essentielles de cet état de fait est la combinaison des technologies de communication et de la liberté d'investissement qui caractérisent la mondialisation. Quelque 12 milliards de dollars sont investis chaque semaine sur le plan international, et les entreprises sont en mesure d'installer chaque aspect de leur activité à l'endroit le plus efficient sur le plan du coût, et de vendre leurs produits ou services là où ils seront le mieux rémunérés. Il est intéressant, par exemple, de voir que les principaux groupes français sont devenus leaders dans bon nombre de marchés mondiaux, et ont engrangé une rentabilité considérable, malgré la croissance relativement lente de l'économie française. Dans le monde développé, la rentabilité des entreprises a atteint des niveaux record.

97. Cependant, cette position est plus vulnérable qu'il n'y paraît. Comme le décrit le présent rapport, les marchés sont soumis à tout un ensemble de préoccupations géopolitiques, liées à l'énergie et concernant les marchés financiers, et toute perte temporaire de confiance peut se transformer en une crise à part entière. Plus récemment, les marchés boursiers ont été soumis à des pressions, à mesure que des investisseurs, incertains de l'étendue du problème des «*subprime* », commençaient à transférer leurs avoirs sur des supports plus sûrs, notamment les obligations d'Etat. Si cela venait à se propager et à stopper le rythme de la rentabilité et des investissements, les conséquences pourraient être graves - et par dessus pour les économies en émergence. Comme l'a signalé Jeffrey Sachs, la grande partie des progrès enregistrés dans la réduction de la pauvreté mondiale au cours des 20 dernières années a été le fait de la croissance économique plutôt que de l'aide.

98. Comment le signalait le rapport de l'an dernier, des crises récentes telles que la crise financière asiatique ont abouti à l'instauration de nouveaux systèmes de coopération internationale, afin de promouvoir la stabilité du système financier mondial. Le Forum pour la stabilité financière, établi par le G7, représente des gouvernements et institutions, au nombre desquels l'OCDE, et vise à améliorer la coordination, à traiter les vulnérabilités et à promouvoir des normes et contrôles communs. Votre Rapporteuse soutient de tout coeur ces efforts, et partage le point de vue de l'OCDE selon lequel un engagement ferme en faveur de la gouvernance d'entreprise est essentiel pour la confiance des marchés, et pour des tendances d'investissement plus stables à long terme.

*v. Les perspectives pour les échanges multilatéraux*

99. Jusqu'ici, le commerce mondial s'est révélé particulièrement résilient et continue d'afficher des niveaux de croissance record – mais pour ce qui est de l'avenir, nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers. Comme pour les marchés financiers mondiaux, le système ouvert d'échanges que nous connaissons aujourd'hui est plus fragile qu'il n'y paraît, et il est le résultat de plusieurs décennies d'efforts et de négociation. Le rapport de l'an dernier faisait une évaluation des

difficultés rencontrées pour parvenir à un accord dans le cadre du cycle de négociations de l'OMC de Doha, lancé en novembre 2001, et, malheureusement, pour l'instant, l'issue reste encore incertaine. Durant 2006 et notamment en juillet 2006, les efforts répétés pour parvenir à un accord ont avorté, et la tension persiste entre l'Union européenne et les États-Unis, et entre les économies développées et les économies émergentes. Cependant, les négociations multilatérales intensives en repris en septembre 2007 à Genève.

100. L'OCDE est persuadée que le cycle de Doha peut aboutir, et qu'il ne faut pas laisser passer cette opportunité. Apparemment, les négociations auraient échoué en grande partie du fait de désaccords sur le dossier agricole, certains pays développés ne souhaitant pas accepter des diminutions plus importantes des tarifs ou des réductions plus importantes des subventions agricoles, alors même que celles-ci introduisent des distorsions dans les échanges. En outre, pour certains, les pays aux marchés émergents ne proposaient que des modifications mineures en matière d'accès pour des biens et services. Du point de vue de l'OCDE, il existe un accord suffisamment large sur un certain nombre de questions importantes, dans la mesure où il est possible de résoudre les questions contentieuses sur le dossier agricole, plus particulièrement concentrées sur le coton.

101. Si aucun accord n'est trouvé, tous les pays y perdront, surtout les pays les plus démunis. L'OCDE a estimé qu'une libéralisation totale des barrières tarifaires pour les produits industriels et agricoles se traduirait par des gains de l'ordre de 100 milliards de dollars en termes d'augmentation de l'activité économique. Ces gains pourraient en outre être multipliés par cinq (autour de 500 milliards de dollars) si on libéralisait les échanges dans les services, le secteur de l'économie mondiale connaissant la croissance la plus rapide. Si le cycle de Doha aboutissait à un accord sur la facilitation des échanges, en supprimant les obstacles de procédures, cela pourrait générer 100 milliards de dollars supplémentaires. Selon les projections, les pays en développement pourraient recevoir jusqu'aux deux-tiers de ces gains.

102. Spécifiquement, une étude de l'OCDE publiée l'an dernier concluait qu'un issue satisfaisante au Cycle de Doha entraînerait un bénéfice équivalent à 3% d'augmentation du PIB pour les pays développés, avec un effet cumulatif sur les revenus moyens égal à 1 à 2 ans de revenus supplémentaires, calculé sur une vie entière de travail. Dans le monde en développement, les réductions tarifaires auront l'impact maximum : de fait, ce sont souvent les obstacles au commerce et les barrières tarifaires qui empêchent ces pays de passer d'une agriculture vivrière à des industries plus sophistiquées, et donc de développer les économies rurales. La libéralisation des échanges aide donc les pays en développement – en particulier leurs communautés rurales – à s'élever dans la « chaîne de valeur » de la production. Comme le disait le Secrétaire Général de l'OCDE, l'Agenda de Doha pour le développement est une opportunité de rééquilibrer les règles du commerce en faveur des pays en développement tout en stimulant l'économie mondiale.

103. Il est donc très important que le Cycle de Doha aboutisse – mais, à un moment aussi tardif, comment y parvenir ? L'OCDE fait quelques suggestions :

- l'agriculture, un dossier politiquement sensible, ne représente cependant qu'une petite partie des économies des pays développés. En outre, les recherches menées par l'OCDE laissent penser que les tarifs agricoles et les mécanismes de soutien des prix dans ce secteur ne réussissent pas vraiment à assurer à la fois un soutien des revenus, la protection de l'environnement et la préservation d'économies rurales viables. Le fait que le dossier soit politiquement sensible ne devrait pas entraîner des politiques économiques irrationnelles. Pour l'OCDE, ce secteur est donc l'un de ceux où le monde développé peut montrer la voie en acceptant une réforme.
- Si les négociations commerciales actuelles étaient rapprochées de la discussion sur d'autres réformes nécessaires au niveau national, et d'une aide au développement plus efficace, l'on pourrait ainsi pratiquer des réductions plus importantes des tarifs et subventions, et par là-même combler l'écart entre les positions de négociation antérieures. Ensuite, une fois comblé le fossé sur le dossier agricole, les travaux pourraient avancer dans d'autres domaines, où il est possible d'obtenir des avantages encore plus importants, et où les pays avancés devraient être prêts à se montrer flexibles en matière d'amélioration de l'accès aux marchés.
- L'OCDE est fermement convaincue que les personnalités politiques des pays développés, et de la plupart des pays en développement avancés, doivent promouvoir les bénéfices potentiels du Cycle de Doha auprès de leurs compatriotes. Les pays les moins développés

doivent, pour leur part, obtenir des garanties qu'ils recevront une aide dans d'autres domaines, par exemple par le biais de l'aide au développement pour les aider à rationaliser leurs services douaniers, et construire les routes, ports et infrastructures aériennes dont ils ont besoin pour commercer efficacement.

104. Si aucun accord n'est trouvé, à l'avenir, l'OMC risque de faire progresser les dossiers par le contentieux et non par la législation, et le règlement des différends risque de se substituer à l'établissement de règles. Les distorsions actuelles dans le commerce et l'activité économique pourraient se cristalliser, et il deviendrait alors de plus en plus difficile pour les pays en développement de commercer dans un contexte de concurrence équitable sur les marchés mondiaux. En outre, les traités commerciaux bilatéraux et régionaux se multiplieraient, une tendance que l'on voit déjà à l'œuvre. Entre autres initiatives, des propositions se font actuellement jour en Asie pour un Accord de libre échange réservé aux seuls membres de l'APEC, étant donné que le Cycle de Doha marque le pas.

105. Pour l'OCDE, l'Agenda de Doha pour le développement est comme un fruit tentant dans l'architecture multilatérale mondiale, ainsi qu'une assurance à moindre coût contre une flambée du protectionnisme et des guerres commerciales. Si le Cycle de Doha s'achève sur un succès, les gouvernements peuvent escompter une relance de l'économie mondiale et contribuer à une redistribution plus équitable des richesses. Le temps presse, toutefois, et l'OCDE prévient que le « *Trade Promotion Authority* » donnée par le Congrès américain au Président des Etats-Unis a expiré en juillet 2007, et ne sera renouvelée que s'il existe un cadre clair en vue d'un accord. L'Assemblée Parlementaire élargie du Conseil de l'Europe devrait soutenir les efforts de l'OMC et de l'OCDE pour insuffler l'esprit nécessaire à une issue favorable des négociations du Cycle de Doha, et inviter les gouvernements membres à saisir l'opportunité que représente ce dernier.

#### vi. *Les progrès de l'aide internationale au développement*

106. Si le monde se focalise actuellement sur l'aide au développement, l'origine remonte au Sommet des Nations Unies pour le Millénaire, en 2000, où une série d'objectifs pour le développement avaient été adoptés, qui devaient être pleinement mis en oeuvre pour 2015. Cette stratégie a été confirmée deux ans plus tard à l'occasion de la Conférence internationale sur le financement pour le développement qui s'était tenue à Monterrey, les participants soulignant leur responsabilité mutuelle dans l'atteinte de ces objectifs. La plupart des pays développés se sont engagés, à la conférence de Monterrey ou en marge de celle-ci, à augmenter les niveaux d'aide. L'UE avait accepté de porter le niveau de son aide à 0,39% de revenus nationaux agrégés de ses membres à l'horizon 2006 et à 0,56% à l'horizon 2010. A la même date, le Canada avait décidé de doubler son aide. Le Sommet de 2005 Millénaire+5 a étendu les engagements des donateurs. Les 15 pays alors membres de l'UE au moment de la Conférence de Monterrey avaient promis d'atteindre l'objectif fixé de longue date par les Nations Unies de 0,7% des revenus nationaux à l'horizon 2015. L'Australie avait annoncé doubler ses dépenses d'ici 2010 pour les porter à quelque 4 milliards de dollars australiens. Le Japon avait indiqué qu'il augmenterait de 10 milliards de dollars son aide au développement sur la période 2005-2009, par rapport aux niveaux de 2004. Les Etats-Unis avaient promis des augmentations substantielles dans les programmes d'aide individuels.

107. Si les promesses actuelles sont tenues, l'aide devrait augmenter d'environ 50 milliards de dollars en termes réels, et passer de 80 milliards de dollars en 2004 à 130 milliards de dollars en 2010 (prix et taux de change de 2004). Toutefois, il faudra pour cela que les donateurs augmentent leur aide plus rapidement que toute autre dépense publique. Le financement total, qui a augmenté de 4% par an en moyenne entre 2002 et 2006, devrait augmenter de 12% par an entre 2006 et 2010. On voit bien que l'ampleur de l'augmentation est substantielle.

108. La contribution de l'OCDE sera vitale, puisque ses pays membres apportent plus de 90% de l'aide publique au développement dans le monde. Les données provisoires sur l'aide en 2006, publiées en avril, mettent en lumière les défis qui se posent si l'on veut stimuler les dépenses en faveur de l'aide. Les 22 pays qui sont membres du CAD (Comité d'aide au développement) de l'OCDE ont apporté 103,9 milliards de dollars d'aide en 2006, soit 5,1% de moins en termes réels qu'en 2005. C'est la première fois que l'aide au développement régresse depuis 1997, même s'il convient de signaler que le total de l'aide versée en 2005 a été le plus élevé jamais enregistré. Par ailleurs, ce résultat remarquable peut être parfois trompeur, car 2005 a été une année exceptionnelle sur le front des opérations d'allégement de la dette, en particulier pour le Nigéria et l'Irak. Si l'on exclut les mesures d'effacement de la dette, le total de l'aide n'a diminué que de 1,8%.

109. En 2006, 16 pays membres du CAD ont tenu les objectifs fixés à Monterrey, les seuls pays qui ont atteint ou dépassé le niveau fixé par les Nations Unies étant la Suède, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark. Or en 2006, les États-Unis ont été le plus gros donneur, suivi par le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Allemagne (les contributions des 15 États membres du CAD membre de l'UE ont totalisé 57% de l'ensemble). Ce sont les États-Unis qui ont également enregistré la plus forte chute de l'aide (un recul de 20%) - en grande partie du fait de l'effacement de dette représentée par des montants moins élevés - même si l'aide américaine aux pays les moins développés dans le monde a atteint un record historique de 5,5 milliards de dollars.

110. L'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne a augmenté de 23%, avec un total de 28 milliards de dollars, dont l'aide américaine à la région qui a atteint un niveau record de 5,6 milliards de dollars ; mais, sur ce montant, 1,4 milliard de dollars représentaient un allègement de la dette, dont pratiquement la moitié en faveur du Nigéria, même si l'on a noté une augmentation de financement en faveur de l'éducation et des programmes contre le sida et la malaria. Il est décevant de constater que, si l'on exclut l'allègement de la dette, l'aide totale du CAD en faveur de l'Afrique subsaharienne n'a augmenté que d'environ 2% - très loin du rythme qui aurait été nécessaire pour tenir l'engagement du G8 à Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010.

111. Heureusement, des transferts de plus en plus importants provenant d'autres sources viennent s'ajouter aux aides. Selon la Banque mondiale, les flux de capitaux transférés par les travailleurs migrants sont aujourd'hui au moins deux fois plus élevés que le total de l'aide publique au développement (bien que ces chiffres incluent d'importants mouvements entre pays en développement). Entre temps, les récents efforts de la Fondation Gates, entre autres, font grande impression parce que ces organismes se focalisent sur les problèmes les plus urgents et les régions les plus nécessiteuses, qu'ils ont une rapidité de réaction remarquable et qu'ils agissent en professionnels. L'OCDE se félicite des efforts de ce type d'intervenants, qui contribuent sans aucun doute à atteindre les Objectifs du Millénaire.

112. On note des signes que l'aide est mieux ciblée sur le plan régional, les donateurs s'intéressant de plus près aux situations des États les plus fragiles de notre planète. De manière générale, ces pays sont laissés sur le bas-côté par la mondialisation, et leur situation ne fait que s'aggraver, tandis que d'autres économies émergentes telles que la Chine, l'Inde et la Thaïlande deviennent progressivement des donateurs d'aide. Par exemple, l'aide représente maintenant plus de la moitié du revenu national brut du Libéria, des îles Salomon et de Sao Tome et Principe. L'OCDE note que de tels niveaux d'aide peuvent créer une dépendance, affaiblir la capacité des gouvernements à réagir et amoindrir leur efficacité dans la collecte des impôts. Elle recommande que les donateurs encouragent des gouvernements plus représentatifs et apportent leur soutien à la société civile ainsi qu'à une justice et à des médias plus indépendants.

113. Les organismes publics sont donc confrontés au défi de créer un « cercle vertueux » pour les dépenses de l'aide : si les fonds de l'aide peuvent être déployés plus efficacement, et que leur efficacité peut être démontrée, d'autres fonds viendront et l'on pourra faire davantage. À ce stade, l'OCDE estime que la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide peut apporter sa pierre à l'édifice.

114. Réunis en mars 2005, les principaux donateurs de la planète et les pays bénéficiaires de l'aide sont convenus de réformer la manière dont l'aide est apportée et gérée. La déclaration comportait des engagements en vue d'harmoniser l'aide apportée, en renforçant les stratégies nationales de développement, en éliminant les efforts redondants, en simplifiant les politiques des donateurs et en décidant d'un commun accord de critères et mesures de performance. Dans l'ensemble, la déclaration est conçue pour s'attaquer à ce que bon nombre considèrent comme le principal défi opérationnel pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement : augmenter la capacité des bénéficiaires à utiliser au mieux de nouvelles ressources, par le biais d'un processus de changement dirigé par le pays lui-même.

115. L'OCDE soutient ces objectifs par le biais du CAD, qui supervise la publication du Rapport sur la coopération au développement, ainsi que dans le cadre de partenariats avec des institutions de premier plan telles que la Banque mondiale. En mars 2007, l'OCDE a accueilli son premier Forum mondial sur le développement durable à Paris à la suite des réunions préliminaires, organisées entre Lisbonne et Berlin. Entre-temps, elle a récemment commencé à piloter une série de principes pour le bon engagement international dans les États fragiles, qui reconnaît que toute solution durable pour ces pays passe nécessairement par une prise en main par leurs propres gouvernements et leurs

propres populations, mais que de réelles améliorations dans les comportements des donateurs peuvent également contribuer à promouvoir de meilleurs résultats.

116. En mai 2007, l'OCDE a produit un rapport spécial sur l'efficacité de l'aide, avec la coopération de 34 pays qui ont communiqué des données permettant d'établir de nouveaux systèmes de suivi. Même s'il est juste de dire qu'à ce stade il s'agit plutôt d'un processus de dialogue que d'un moyen à strictement parler de mesurer de l'amélioration de l'aide apportée, des rapports de suivi seront publiés en 2008 et 2011.

117. Des projets tels que celui-ci sont particulièrement bienvenus, et devraient être un moyen efficace de démontrer aux gouvernements (et aux électeurs) des pays développés que les bénéfices de l'engagement en faveur du développement international sont réels et durables. En mettant en place une surveillance de l'efficacité avec laquelle le volume d'aide augmente dans le cadre de la stratégie de chaque pays, cette initiative complète le suivi annuel des progrès réalisés en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, conformément à la Déclaration de Paris, le processus de suivi sera complété par une évaluation indépendante portant sur la mise en œuvre des engagements pris dans cette même Déclaration, évaluation qui permettra de tirer des enseignements pratiques concernant les performances de la mise en œuvre et ce, à temps pour le prochain Forum à haut niveau qui se tiendra à Accra en septembre 2008.

118. Pour les gouvernements des pays développés, alors que nous traversons une période de commerce et de prospérité sans précédent, il devrait être clair qu'un développement international est urgent. L'Assemblée parlementaire élargie du Conseil de l'Europe devrait donc réaffirmer son soutien aux principes de Monterrey, et inciter les Etats à respecter, voire à dépasser, les engagements de financement fixés à cette occasion. Dans le même temps, elle devrait affirmer son appui au travail essentiel entrepris par des instances telles que l'OCDE pour garantir, et démontrer, que ce financement est utilisé de la manière la plus efficace possible. La communauté internationale ne peut se permettre de ne pas respecter ces engagements ; et les futurs Rapporteurs tiendront sans aucun doute l'Assemblée informée des progrès réalisés.

*vii. Traiter les déséquilibres de la mondialisation : le renouveau rural*

119. Dans le monde d'aujourd'hui, l'un des symptômes les plus clairs de la mondialisation est la divergence économique, et les inégalités croissantes tant dans les pays qu'entre eux. Les mille personnes les plus riches de la planète, par exemple, disposeraient d'une fortune personnelle supérieure au patrimoine des 600 millions de personnes les plus démunies. Même dans les pays européens les plus riches, le fossé des générations ne cesse de s'élargir, les générations âgées creusant l'écart avec les plus jeunes en termes de richesse, dans un contexte de concurrence pour la sécurité de l'emploi. Ailleurs, notamment en Inde et en Chine, un gouffre sépare les classes moyennes urbaines et les pauvres ruraux. Et certaines régions, en particulier l'Afrique, sont complètement laissées à la traîne.

120. L'OCDE est persuadée que, pour saisir les opportunités offertes indubitablement par la mondialisation, l'innovation est vitale. La capacité d'une région à soutenir l'apprentissage et l'innovation est sans doute une source essentielle d'avantage comparatif, et un multiplicateur particulièrement puissant d'activité économique, d'emploi et de développement.

121. Spécifiquement, l'une des tendances actuelles les plus importantes est la transformation des régions rurales, étant donné l'intensification de la concurrence sur les marchés agricoles, l'urbanisation croissante et le recul du poids de l'agriculture dans les économies rurales (qui emploient actuellement moins de 10% de la main d'œuvre rurale et représente autour de 2% du PIB dans l'OCDE). L'agriculture étant plus importante dans les économies en développement, ces évolutions les touchent tout particulièrement, et il faudra impérativement trouver des solutions pour traiter les déséquilibres mondiaux de manière globale.

122. Un changement bien mené est crucial pour les décideurs politiques nationaux et régionaux. Même parmi les pays membres de l'OCDE, les régions rurales couvrent trois-quarts des territoires et accueillent un quart de la population. Les défis politiques se sont également complexifiés à mesure que les pays ont eu tendance, ces dernières années, à décentraliser l'administration et la prise de décision.

123. Trop souvent, l'isolement géographique, le chômage, le manque de services et le dépeuplement combinés ont créés un cercle vicieux aboutissant au déclin économique. Beaucoup de régions rurales dans les pays de l'OCDE illustrent ces tendances dans tous les indicateurs : entre 1995 et 2000, le PIB par tête dans les régions rurales en part de pourcentage des moyennes nationales a reculé de plus de la moitié dans les pays étudiés par l'OCDE (13 des 23 pays pour lesquels on dispose de données). Dans ces régions, le PIB par tête représentait environ 83% de la moyenne nationale en 2000.

124. Ceci n'a pas à être une fatalité. En fait, dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE, c'est dans une région rurale que l'on a noté le plus fort taux de création d'emploi. Pour l'essentiel, il semble que des politiques innovantes aient fait la différence. En mars, à la 5<sup>e</sup> Conférence de l'OCDE sur le développement rural, le Secrétaire Général de l'Organisation a fait remarquer que la mondialisation rend les politiques traditionnelles de développement rural de moins en moins efficaces. Il a suggéré que le but devrait être de voir plus loin que les subventions agricoles, qui représentent encore environ 1,2% du PIB des pays de l'OCDE, et d'adopter une approche positive, et non défensive, qui se concentre sur des lieux, plutôt que des secteurs, et sur les investissements, plutôt que sur les subventions.

125. En analysant les exemples de réussite un peu partout dans le monde, l'OCDE a identifié trois éléments clés pour l'élaboration de stratégies concernant le monde rural. Premièrement, il s'agit de comprendre que la politique rurale a de multiples objectifs et qu'il faut donc toute une panoplie d'approches adaptées. Deuxièmement, les politiques devraient être élaborées en fonction des régions où elles s'appliqueront et encourager la coopération public-privé au niveau local, en impliquant de nouveaux partenaires dans le tissu social. Enfin, troisièmement, elles devraient faciliter les activités transsectorielles à tous les niveaux de gouvernement, tout en sensibilisant à la diversité des besoins et opportunités du monde rural. Pour élaborer des politiques, le Secrétaire Général a mis l'accent sur quatre ingrédients :

- la nécessité de développer le capital humain en zones rurales. Même si le phénomène d'exode rural en direction des villes est bien connu, la tendance inverse existe aussi, celle des « néo-ruraux », des personnes de tous âges et profils qui décident de vivre ou de revivre à la campagne. Les recherches de l'OCDE ont mis en lumière, par exemple, l'importance de la « classe créative » (architectes, artistes, ingénieurs, concepteurs de logiciels, designers etc.) à même et désireuse de déménager pour des lieux de vie plus agréables. Cette tendance devrait être encouragée – par exemple, grâce à une meilleure infrastructure de transport et de communications ;
- l'importance de l'enseignement et de la formation de base pour canaliser l'investissement : ceci se révèle souvent encore plus important qu'une concentration sur la recherche et le développement ;
- une stratégie innovante qui repose sur les forces locales : les régions rurales peuvent éprouver des difficultés à entrer en concurrence dans la production de technologies émergentes, mais peuvent tout à fait exceller dans le développement de technologies matures et de méthodes alternatives. En outre, ces régions ont un avantage compétitif unique, et qui peut être plus précieux qu'un processus industriel de R&D : la nature. Le tourisme ou l'agroalimentaire offrent ainsi des opportunités ;
- les institutions financières jouent un rôle crucial pour la promotion de l'innovation et le développement, et les politiques en faveur du monde rural devraient s'efforcer d'inciter leur implication et collaboration. La disponibilité de ressources financières peut faire la différence entre l'émergence ou non d'innovations qui peuvent ensuite être appliquées pour des produits et services commercialisables ou non.

126. La mondialisation peut être une force positive, selon l'OCDE, tant pour la relation entre pays développés et pays en développement que pour la relation entre régions rurales et urbaines. Comme son Secrétaire Général l'a décidé, l'OCDE continuera de développer son rôle de conseil en matière de politiques de développement des zones rurales et de promouvoir un dialogue politique constructif entre ses pays membres et au-delà.

viii. *S'attaquer à la corruption internationale et promouvoir la bonne gouvernance : une priorité commune*

127. Ces dernières années, l'OCDE est devenue l'un des principaux organismes institutionnels concrètement impliqués dans la lutte contre la corruption internationale - un problème d'autant plus urgent à notre époque de mondialisation rapide, où les marchés sont étroitement interconnectés et les mouvements de capitaux libres et instantanés. Comme le Conseil de l'Europe, partenaire qui travaille étroitement avec elle dans ce domaine, l'OCDE voit dans la corruption la principale menace aujourd'hui à l'encontre de la bonne gouvernance, du développement économique durable et d'une activité démocratique équitable.

128. Si on tient compte de ce défi, ce sont les économies en émergence qui sont les plus vulnérables aux effets destructeurs de la corruption, puisque bon nombre d'entre elles sont encore en train de développer des systèmes gouvernementaux et administratifs à qui on peut demander des comptes. Parmi les défis qu'elles se doivent de relever, on citera des structures judiciaires faibles, une législation pénale et des mécanismes de lutte contre la corruption incomplets, l'absence de ressources policières et le manque de mécanismes pour les enquêtes internationales et extraditions. Dans certains cas, ces systèmes doivent aujourd'hui faire face à un volume en rapide augmentation de transactions internationales, à mesure que la mondialisation et les prix élevés des matières premières entraînent une forte croissance. Dans d'autres, le défi consiste à gérer convenablement un afflux croissant d'aide au développement.

129. L'OCDE a donc élaboré toute une série d'outils et d'expertises dans le domaine de la lutte contre la corruption, en particulier s'agissant du commerce international, de la fiscalité, des crédits à l'exportation et de l'aide au développement. Elle s'est également focalisée dans ses travaux sur l'encouragement de la coopération entre gouvernements, étant donné qu'il est crucial de mobiliser une véritable volonté politique pour réussir à lutter contre la corruption.

130. L'initiative de l'OCDE peut être la mieux connue dans ce domaine est la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, finalisée en 1997 et entrée en vigueur en 1999. Ses signataires (actuellement l'ensemble des 30 membres de l'OCDE plus 6 autres gouvernements) se sont engagés à mettre en œuvre un ensemble cohérent de mesures juridiques, réglementaires et de politique conçues pour prévenir, détecter et poursuivre le versement de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers. Elle exige aussi la confiscation des pots-de-vin et de tout profit entraîné par l'opération. Toutes les parties sont également d'accord pour travailler ensemble à faire en sorte que les objectifs de la Convention soient remplis, par exemple grâce à la collecte et à la mise en commun de preuves, et en facilitant l'extradition.

131. La Convention prévoit un mécanisme unique de pression par les pairs par le biais du Groupe de travail sur la corruption dans les transactions commerciales internationales, conçu pour que ses activités répressives ne se ralentissent pas, et ceci a contribué à en faire l'un des instruments juridiques les plus respectés et ayant la plus vaste portée dans ce domaine. Depuis son entrée en vigueur, le nombre des enquêtes internationales a notablement augmenté (une cinquantaine aujourd'hui), ainsi que celui des poursuites (une trentaine), avec dans certains cas des condamnations à des peines de prison et à des amendes pouvant aller jusqu'à 2 millions d'euros.

132. Les travaux de la Convention en matière de lutte contre la corruption ont été renforcés régulièrement, notamment par la Recommandation de l'OCDE de décembre 2006 sur les pots-de-vin et les crédits à l'export bénéficiant d'un soutien officiel, qui intensifie les efforts visant à éviter de donner un appui officiel à des contrats à l'exportation entachés de corruption. En 2007, l'OCDE a publié un ouvrage intitulé « Corruption dans les marchés publics : méthodes, acteurs et contre-mesures » afin de faire la lumière sur les tendances dans ce domaine et d'aider les gouvernements et organisations internationales dans la lutte contre la corruption. Au-delà de ces actions, l'OCDE mène toute une gamme d'activités associées à la lutte contre la corruption, au premier plan desquelles on citera :

- la Recommandation de 1996 sur la déductibilité fiscale des pots-de-vin versés à des agents publics étrangers, qui a abouti à l'élaboration d'un manuel de sensibilisation destinée aux contrôleurs fiscaux, aujourd'hui disponible en 16 langues sur [www.oecd.org/ctp/nobribes](http://www.oecd.org/ctp/nobribes) ;

- la production, en 2000, de Principes directeurs pour les entreprises multinationales, qui couvrent les questions d'éthique des affaires, de publication d'informations internationales et de transparence. 40 gouvernements participants encouragent les entreprises locales à participer à ce processus, qui prévoit un système de médiation (utilisé pratiquement près de 130 fois depuis son entrée en vigueur) ;
- un manuel, actuellement en préparation, portant sur les marchés publics, et visant à aider les organismes gouvernementaux à lutter contre la corruption dans les marchés publics. Les parties à la Convention contre la corruption passeront en revue les conditions pour participer des appels d'offres publiques, et les sanctions liées à la corruption dans les marchés publics.

133. Ces mesures reflètent l'intérêt permanent porté à la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur public, l'OCDE s'efforçant de servir de tribune publique pour identifier les bonnes pratiques et faire émerger ce qu'elle appelle une « infrastructure éthique ». En outre, ce processus a abouti à la Recommandation de 1998 sur l'amélioration du comportement éthique dans le service public, et à la Recommandation de 2003 sur les principes directeurs pour gérer les conflits d'intérêts dans le service public. Depuis l'adoption de cette dernière recommandation, 23 Etats membres ont mis à jour et révisé leurs règles et procédures, et renforcé la supervision. Récemment, l'OCDE a mis au point de bonnes pratiques visant à accroître la résistance à la corruption tout au long du cycle de passation des marchés publics – de la définition des besoins à la gestion des contrats – et élaboré des principes dont l'objectif est d'accroître la transparence et l'obligation de rendre des comptes en matière de lobbying.

134. GOVNET est une autre des initiatives visant à promouvoir la bonne gouvernance, sous la direction du Comité d'aide au développement (CAD) (elle avait déjà été examinée en détail par le rapporteur l'an dernier). GOVNET est un groupe international réunissant des experts d'organisations de développement et d'agences de l'aide, ainsi que des représentants de pays partenaires, visant à renforcer le soutien des donateurs en faveur de la bonne gouvernance. Étant le seul forum intergouvernemental sur l'assistance aux donateurs internationaux, GOVNET joue un rôle unique en jetant les bases d'un changement dirigé par le pays bénéficiaire lui-même, comme indiqué dans la Déclaration de Paris.

135. Le Conseil de l'Europe soutient de tout coeur les travaux de l'OCDE dans ce domaine, et a lui-même élaboré un ensemble de principes de lutte contre la corruption, liés à un code de conduite, et ses Etats membres ont adopté une série de conventions spécifiques dans le domaine de la corruption. Les deux Organisations travaillent étroitement ensemble sur bon nombre d'aspects de cette question, en se focalisant en particulier sur des domaines tels que le blanchiment d'argent et le crime économique. De plus, l'OCDE est représentée au sein du GRECO (Groupe d'Etats européens contre la corruption) du Conseil de l'Europe, qui compte désormais 44 pays, la Fédération de Russie ayant rejoint le GRECO en février de cette année. A titre d'exemple supplémentaire de la coopération dynamique entre les deux Organisations, on se souviendra de la signature par le Royaume-Uni, le 24 mai 2007, de la Convention conjointe OCDE/Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale.

#### *ix. Innovation, croissance et équité*

136. Reconnaissant que l'innovation est un déterminant fondamental de la croissance, l'OCDE lance actuellement une Stratégie pour l'innovation. Comme l'a dit son Secrétaire Général à l'occasion de l'ouverture du Forum de l'OCDE 2007 consacré à ce thème, la création, la diffusion et la mise en œuvre de savoirs restera pendant de très nombreuses années encore le principal moteur de l'expansion économique nationale et mondiale. Et pas uniquement dans les pays de l'OCDE.

137. M. Gurria a mis l'accent sur les trois éléments qui sont essentiels pour promouvoir l'innovation : un enseignement de qualité largement accessible, l'investissement dans les sciences et technologies et un environnement commercial innovant.

138. Il a ajouté qu'une éducation de qualité génère l'innovation. Un système éducatif performant et accessible facilite l'adoption et la diffusion d'activités innovantes. Investir dans l'éducation et la formation de travailleurs très qualifiés est un facteur majeur de compétitivité, de productivité et de croissance. Mais l'accès à une éducation de bonne qualité est également le principal moteur qui permettra de réduire les inégalités économiques. L'OCDE s'est penchée particulièrement sur l'amélioration du capital humain et le développement d'outils standardisés au niveau international

pour l'appréciation des systèmes éducatifs. Le programme PISA (*Programme for International Student Assessment*) est devenu l'une des références incontournables pour l'amélioration des systèmes éducatifs et la mesure des résultats atteints dans les pays membres de l'OCDE.

139. Il a poursuivi en rappelant que l'investissement dans les sciences et la technologie est également crucial. L'un des indicateurs les plus éloquents de la santé et du potentiel d'une économie est le niveau de R&D qu'elle génère. Jusqu'ici, les pays de l'OCDE ont été à l'origine de la majeure partie de la capacité de R&D mondiale, avec plus de 80% du total des dépenses dans ce domaine. Toutefois, récemment, la croissance annuelle moyenne de la R&D a montré un ralentissement et bon nombre de pays de l'OCDE n'ont pas constaté beaucoup d'amélioration dans la performance de la productivité ces dernières années malgré les nouvelles opportunités ouvertes par la mondialisation et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Pour lui, il ne fait aucun doute que nous avons un défi à relever dans ce domaine.

140. Il est également important d'améliorer l'environnement des affaires, le principal moteur de l'innovation. M. Gurria a invité à libéraliser davantage le secteur des services et les industries en réseaux afin d'encourager l'innovation et les améliorations de productivité, la mise en place de régimes réglementaires plus propices à l'innovation, combinés avec des marchés de l'emploi flexibles et moins de barrières aux échanges et à l'IDE, autant d'éléments qui devraient renforcer la concurrence et faciliter la dissémination des technologies et des connaissances par-delà les frontières. Il a précisé que la réforme des marchés financiers peut également stimuler l'innovation et la croissance.

141. M. Gurria estime que les droits de propriété intellectuelle (DPI) sont également un défi important à relever. Les récentes transformations dans le contexte économique, non seulement la globalisation mais aussi l'émergence de nouvelles technologies dans le domaine des logiciels et de l'internet, ont facilité la collaboration entre créateurs et inventeurs, mais ont également facilité les copies et ont donc remis en question l'efficacité du système de DPI. Les gouvernements ont réagi à ces changements en renforçant les droits des détenteurs de DPI. Les entreprises déposent de plus en plus de demandes pour la protection de cet investissement dans l'innovation. Dans le même temps, le processus d'innovation lui-même est devenu plus ouvert, les idées et les connaissances nécessaires pour l'innovation sont désormais tirées de sources diverses, souvent mondiales, et les réseaux et la coopération prennent aussi une importance croissante. La question politique centrale demeure de savoir comment trouver le juste équilibre entre des mesures incitatives et protectrices pour les innovateurs et l'ouverture de l'accès à de nouveaux savoirs pour les utilisateurs. De récentes décisions de justice aux Etats-Unis tendent à un rééquilibrage des droits des brevets en rendant plus difficile l'obtention de gros montants compensatoires pour les détenteurs de brevets en cas de violations de ces derniers.

142. M. Gurria a toutefois prévenu que la concentration de la capacité d'innovation dans un tout petit nombre de pays a un impact direct sur la distribution mondiale des revenus et des opportunités, et affecte aussi la distribution des bénéfices dans les pays. L'innovation est source de plus de productivité et de croissance du fait qu'elle attire des personnes très qualifiées et du capital, mais aussi parce qu'elle recherche un environnement favorable et sûr pour inventer, déposer des brevets, produire et commercialiser. La majorité des êtres humains vivent dans des pays dépourvus de ces attraits. Nous courons un grand risque si nous ne changeons pas ce modèle ... Selon lui, nous avons encore beaucoup à faire pour transformer cette force en développement et il a illustré son propos en mentionnant l'initiative « Un ordinateur pour chaque enfant » (des experts, du monde universitaire et de l'industrie, ont conçu un ordinateur à prix très bas et durable pour les enfants les plus démunis de la planète), un excellent exemple de la manière dont nous pouvons faire de l'innovation un outil de développement.

143. Les TIC (technologies de l'information et de la communication) seront l'un des moteurs essentiels de l'innovation et des améliorations de productivité à l'avenir. En outre, des technologies émergentes telles que les nanotechnologies et la biotechnologie pourraient jouer un rôle croissant dans la croissance économique et apporter des solutions à de nombreux problèmes urgents dans le domaine de l'environnement. Sur la base des tendances actuelles, l'OCDE estime que pratiquement toutes les nouvelles variétés céréalières ou végétales d'importance majeure qui vont être développées très prochainement le seront grâce à des connaissances génétiques basées sur la biotechnologie, par exemple en utilisant une sélection assistée de marqueurs. Ces nouvelles variétés résisteront davantage à la sécheresse et aux maladies, deux caractéristiques essentielles pour faire face au changement climatique et à la croissance démographique. De même, les nouveaux

biomédicaments recevant l'accord de mise sur le marché devraient augmenter et passer de 9 par an entre 2000 et 2006 à 14 par an entre 2008 et 2013. Ces avancées et d'autres dans le domaine de la biotechnologie sanitaire telles que la médecine personnalisée pourraient bouleverser les systèmes de soins de santé. L'OCDE élabore des solutions pour lever plusieurs obstacles à l'adoption de la biotechnologie et pour évaluer dans quelle mesure il est possible de rendre l'innovation dans ce domaine plus efficiente et plus efficace. Cela passe par l'identification de modèles d'activités et de systèmes institutionnels pour la biotechnologie qui puissent s'inscrire dans le long terme afin de contribuer à gérer les ruptures amenées par les changements et de faire en sorte que les pays en développement et pays développés puissent bénéficier de l'application innovante de la biotechnologie aux secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'entreprise.

## V. Situation de l'initiative de l'OCDE « *Going for growth* »

144. En 2005, l'OCDE lancée un nouveau système d'étalonnage multi-pays, l'initiative « *Going for growth* », conçue pour étalonner la performance de chaque Etat membre par rapport à un ensemble d'indicateurs structurels et de politique. On espère que ceci résoudra le problème des divergences croissantes de normes de vie apparentes entre les Etats membres, et que ces recommandations pratiques seront utiles à chaque pays, à titre individuel, plutôt que de servir d'indice compétitif.

145. L'initiative en est désormais à sa troisième année, et le rapport de 2007 présente une foule de détails, pour la zone OCDE tout entière, et pour chaque Etat membre à titre individuel. Concentré sur la main-d'oeuvre et les marchés des produits, la productivité, la réglementation, la formation et la concurrence, cet outil mesure la performance par rapport à des priorités fixées au préalable, et propose des recommandations pour mieux progresser à l'avenir. C'est en partie grâce aux progrès déjà réalisés dans la réforme des marchés de l'emploi et des biens que le chômage a commencé à refluer en Europe, selon le rapport. Mais il y a encore beaucoup à faire pour stimuler la croissance à long terme.

146. Dans sa préface au rapport, Jean-Philippe Cotis, Economiste en Chef de l'OCDE, prévient que ce n'est pas parce que nous connaissons une exubérance cyclique en Europe continentale et dans les pays asiatiques de l'OCDE que nous devons nous endormir sur nos lauriers, et il invite les gouvernements à résister à la tentation de se relâcher pour les réformes visant à stimuler la productivité et à créer plus d'emplois.

147. On trouvera ci-après les mises à jour concernant un petit nombre d'exemples cités spécifiquement par le Rapporteur l'an dernier :

- le Royaume-Uni a mis en place une initiative « *Pathways to work* » pour réformer les règles en vigueur concernant les prestations du handicap, qui devrait être ouverte à tous les bénéficiaires d'ici 2008, revu son infrastructure de formation des compétences, y compris les cours spéciaux pour adultes peu formés, et annoncé une augmentation des dépenses dans le transport ;
- la France a introduit le « Contrat Nouvelles Embauches » (CNE) pour rendre la législation du travail plus flexible, et proposé une baisse des cotisations de sécurité sociale ;
- des discussions sont en cours en Espagne avec les partenaires sociaux pour renforcer la flexibilité de la négociation salariale, l'Italie ayant, quant à elle, annoncé la libéralisation d'une large palette de professions, et s'apprêtant à mettre en oeuvre une série de privatisations. L'Allemagne, entre-temps, utilise les recettes dégagées par l'augmentation de sa TVA pour abaisser les charges sociales, a réduit les dépenses concernant certaines politiques de l'emploi inefficaces et a relevé l'âge de la retraite.

148. Dans l'ensemble, le rapport de cette année se félicite des améliorations des perspectives économiques pour bon nombre des Etats membres de l'OCDE, en particulier en Europe, tout en faisant remarquer que ceci peut être « ambigu » pour la réforme. Si le changement devient plus facile, selon le rapport, il peut aussi sembler moins nécessaire, or il faut bien se garder de céder à la tentation de relâcher l'effort. Et si une bonne partie de l'embellie actuelle pourrait être cyclique, certains éléments (en particulier, le recul du chômage) sont dus à des réformes récemment entreprises par les Etats membres. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. En particulier, il reste nécessaire d'améliorer la concurrence sur les marchés des produits et marchés financiers, en particulier en Europe continentale et en Asie, et ces réformes pourraient également contribuer à

réorienter la base des revenus nationaux, jusqu'ici constitués par les bénéfices des entreprises, vers des revenus du travail plus élevés et vers l'emploi.

149. Dans les recommandations de cette année, les mesures pour améliorer la performance des marchés de l'emploi représentent la majeure partie des priorités politiques dans les économies d'Europe continentale. En revanche, pour les pays à faibles revenus, ainsi que pour le Japon et la Suisse, le principal défi est d'augmenter la productivité et c'est pourquoi les politiques se focalisent sur la libéralisation des marchés des produits et des services. Les pays anglophones affichent de manière générale une bonne performance des marchés de l'emploi, mais ont un problème commun : ils doivent élever le niveau des compétences.

150. On constate donc un certain nombre de priorités communes. Ainsi :

- étant donné le vieillissement démographique, il faut avant toute chose améliorer les perspectives pour les travailleurs âgés ; il est conseillé à la Grèce de réformer son régime des pensions afin de ne pas décourager cette classe de travailleurs, de mieux lier les pensions services aux contributions sur tout le parcours professionnel, et de définir de manière plus rigoureuse les pensions d'invalidité (ce dernier point étant valable aussi pour l'Australie et les Pays-Bas), tandis que, pour l'Autriche et la Belgique, il est vivement conseillé de réduire la taxe implicite s'appliquant pour les travailleurs âgés.
- Il faut aussi accroître le potentiel productif des jeunes, avec comme priorité l'enseignement tertiaire, cette recommandation visant spécifiquement des pays tels que l'Italie, la France, l'Autriche et la Grèce. En Australie et au Royaume-Uni, il convient plus particulièrement d'élever les normes d'éducation dans le secondaire.
- Pour ouvrir des marchés cloisonnés et accroître la capacité économique, il est conseillé à beaucoup de pays – notamment l'Australie, la Grèce, les Pays-Bas et l'Autriche – d'élever le niveau de concurrence et l'accès aux services dans les secteurs utilisateurs de réseaux tels l'énergie et les télécommunications.

151. Dans deux études spéciales, le rapport examine en détail la concurrence sur le marché des produits. La première étude présente les conclusions de l'OCDE selon lesquelles les pays qui ont ouvert leurs marchés ont tiré le maximum de profits des nouvelles technologies de l'information et des communications, et l'abaissement des barrières stimule l'innovation, en encourageant les sociétés à se positionner en leader de marché, ou à tout le moins à faire aussi bien que leurs concurrents. Pour l'avenir immédiat, l'OCDE estime que les secteurs de l'énergie, des transports et des communications ainsi que les services professionnels et l'agriculture doivent en priorité être libéralisés chez ses Etats membres. Elle signale également que les restrictions à la propriété étrangère sont encore trop fortes, que ce soit de manière formelle ou non.

152. Le deuxième chapitre examine les types de politiques qui promeuvent l'ouverture, constatant que le droit de la concurrence reste faible dans certains pays et soulignant l'importance de disposer de régulateurs indépendants et puissants, en particulier dans des industries en réseau, où la réglementation freine souvent la véritable concurrence.

153. Une partie supplémentaire décrit les défis auxquels bon nombre des pays de l'OCDE se heurtent en matière de compétences et de formation, préconisant d'élever les niveaux d'éducation - et en particulier notant que dans toute la zone OCDE l'objectif est d'améliorer les taux de diplômés de l'enseignement du troisième cycle. Les inégalités dans l'éducation, selon cette partie du rapport, ne font que creuser l'écart en matière d'opportunités, alors que la concurrence devient mondiale en matière de main-d'oeuvre - créant ainsi des « initiés » et des « laissés-pour-compte » dans un pays donné. Le rapport lie cette question à la réforme du marché de l'emploi, faisant valoir que les tentatives de réformes « en catimini » n'ont eu que peu d'impact, et ne peuvent qu'augmenter l'impression d'insécurité dans les populations.

154. Déclarant que les règles rigoureuses de protection de l'emploi tendent à écarter les jeunes et les femmes du monde du travail, le rapport suggère de réformer les systèmes actuels de contrats de travail permanents, tout en assurant un soutien raisonnable des revenus et des services efficaces pour retrouver un emploi, comme le font depuis quelques temps plusieurs pays plus petits en Europe.

## VI. Réforme institutionnelle de l'OCDE : la question de l'élargissement

155. Le Conseil de l'OCDE, réuni au niveau ministériel le 16 mai 2007, a décidé d'inviter le Chili, l'Estonie, Israël, la Fédération de Russie et la Slovénie à ouvrir les discussions en vue d'accéder à l'Organisation et d'offrir un « engagement renforcé », en vue d'une éventuelle adhésion, au Brésil, à la Chine, à l'Inde, à l'Indonésie et à l'Afrique du Sud.

156. Le Conseil a également invité le Secrétaire Général à élaborer des recommandations sur la manière d'étendre les relations de l'OCDE, notamment par le biais d'un engagement renforcé, avec certains pays et régions présentant un intérêt stratégique pour l'OCDE. A la lumière de son importance croissante dans l'économie mondiale, il a été décidé que la priorité devrait être donnée à l'Asie du Sud-Est en vue d'identifier des pays pouvant éventuellement devenir membres de l'Organisation.

157. Ces décisions constituent à l'évidence une percée majeure qui aura un impact significatif sur l'avenir de l'Organisation. L'OCDE explique que, depuis sa création en 1961, elle a toujours eu pour ambition d'atteindre une portée mondiale. L'Article 1<sup>er</sup> de la Convention relative à la fondation de l'Organisation demande en effet à ses membres de «contribuer à une saine expansion économique dans les pays membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ». A cette époque, les économies de l'OCDE regroupaient une vaste part de la production et du commerce mondiaux. Toutefois, à mesure que bon nombre des économies s'intègrent à l'économie mondiale, ce poids diminue. Pour rester influente dans l'économie mondiale, par le biais de ses analyses politiques, du dialogue et des activités normatives, l'OCDE se voit obligée de renforcer ses liens avec d'autres pays.

158. Ces décisions ont été étayées par le fait qu'en juin 2007, le G8 a demandé à l'OCDE de servir de plate-forme pour le dialogue nouvellement établi entre le G8 et le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud, le Processus d'Heiligendamm devant rendre son rapport final au G8 en 2009. C'est la première fois que le G8 a demandé qu'une telle Unité de soutien au suivi soit organisée à l'OCDE et les préparatifs sont désormais en cours pour établir cette plate-forme de dialogue.

159. La procédure d'adhésion est complexe et peut prendre du temps, car elle passe par une série d'exams destinés à évaluer si le pays candidat est à même de respecter les normes de l'OCDE dans une large palette de domaines politiques. C'est pourquoi il est difficile d'intégrer plus qu'un petit nombre de nouveaux membres à la fois. L'OCDE souhaite donc entamer les négociations d'adhésion avec un petit nombre de pays dès à présent, tout en renforçant ses relations dans le même temps avec d'autres économies majeures, en vue d'une éventuelle adhésion, dans le cadre du processus « d'engagement renforcé ».

160. L'OCDE précise que « l'engagement renforcé » est conçu pour être proposé à un très petit nombre de partenaires sélectionnés dont l'engagement dans les travaux de l'OCDE est particulièrement important pour l'accomplissement du mandat de l'Organisation – promouvoir la convergence politique et le développement économique mondial. Les partenaires devraient être prêts et désireux de s'engager aux côtés de l'OCDE et de contribuer à ses travaux de manière permanente et complète. Comme l'indique l'OCDE, l'un des éléments centraux de l'engagement renforcé est la participation directe et active aux travaux d'organes importants de l'Organisation. Chaque programme d'engagement renforcé comporte un ensemble d'éléments, notamment la participation aux travaux des Comités, les Etudes économiques, l'adhésion à des instruments, l'intégration aux systèmes de collecte et d'information statistiques, les examens sectoriels par les pairs et d'autres initiatives de dialogue politique. Les activités qui seront effectivement menées et l'ordonnancement des éléments dépendront de la disponibilité de financement et seront décidés par le Conseil de l'OCDE en accord avec chaque partenaire.

161. En outre, l'OCDE indique vouloir développer activement, avec certaines régions présentant un intérêt spécifique, un petit nombre de « programmes régionaux complets », une formule qui, avec l'engagement renforcé et l'élargissement par de nouvelles adhésions, constituera un troisième pilier distinct pour renforcer la pertinence et l'impact des activités de l'OCDE au niveau mondial.

162. L'OCDE s'est déjà engagée avec un très grand nombre d'économies non-membres. Beaucoup s'impliquent activement dans les activités centrales de l'OCDE, par exemple en tant qu'observateurs au sein des Comités de l'Organisation, et des principaux Groupes de travail ou

Groupes d'experts, où des représentants de chacun des 30 pays membres passent en revue les progrès et discutent des politiques dans des secteurs spécifiques. Ainsi, 25 pays non-membres travaillent actuellement avec 43 Comités et grands Groupes de travail.

163. L'OCDE a développé des relations étroites avec divers pays, notamment le Brésil, la Chine et la Fédération de Russie, par le biais de programmes spécifiques par pays. Un programme OCDE-Russie, lancé en 1992, a permis de mener des activités dans une large palette de domaines pertinents pour le processus de réforme du marché de ce pays, notamment la réforme réglementaire, la fiscalité, la concurrence, la lutte contre la corruption et l'investissement. En 1996, l'Organisation a lancé un programme de dialogue et de coopération avec la Chine, les deux parties étant intéressées à ce que l'intégration de la Chine au système de commerce mondial se fasse sous le signe de la stabilité et de l'efficacité. Depuis lors, l'OCDE a contribué à la réforme politique en Chine en mettant en commun les expériences de ses pays membres dans un très grand nombre de domaines tels que l'investissement, la gouvernance, l'environnement, les politiques de l'innovation et l'agriculture. En 1998, l'OCDE a lancé un programme de coopération avec le Brésil qui a abouti à la publication d'une série d'études couvrant l'agriculture, la politique de la concurrence, la réforme de la fiscalité et du marché des titres ainsi que l'assurance et les régimes de pension privés. La coopération avec l'Inde se développe actuellement, et une première *Etude économique de l'OCDE* sur ce pays va être publiée en octobre.

164. Parallèlement à cela, des programmes tels que l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement au Proche-Orient et en Afrique du Nord (abordée aux paragraphes 69-71 ci-dessus) et l'Initiative NEPAD-OCDE d'investissement en Afrique offrent une base pour les relations entre l'Organisation et d'autres pays en se servant d'une approche régionale. Ces initiatives visent à renforcer la capacité des pays à concevoir et à mettre en œuvre des réformes de politique, au moyen d'un dialogue politique et de la mise en commun des expériences au niveau des décideurs politiques. L'OCDE travaille avec les pays africains dans le cadre du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et avec des pays d'Europe du Sud-Est par le biais de l'*Investment Compact* pour cette région.

165. Le principal vecteur de l'OCDE pour le dialogue politique avec d'autres économies non-membres est un ensemble d'initiatives spécialisées avec une participation mondiale : les Forums mondiaux de l'OCDE. Créés en 2001, ils permettent à leurs participants d'échanger leurs expériences sur un certain nombre de questions qui dépassent les frontières nationales.

166. Votre Rapporteuse souligne l'importance que revêt l'actuelle initiative d'élargissement et est persuadée qu'elle va renforcer significativement la capacité de l'Organisation à donner des conseils politiques judicieux à ses gouvernements membres en cette époque de rapide mondialisation, pavant ainsi la voie, comme l'indique le mot d'ordre de l'OCDE, « pour une meilleure économie mondiale ». Cela étant, il est peut-être regrettable que seuls 23 des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe le soient aussi de l'OCDE, à la notable exception de membres de l'Union européenne tels que la Bulgarie, Chypre (qui va rejoindre la zone euro en janvier 2008), la Lettonie, la Lituanie, Malte et la Roumanie. Parmi ces derniers, seules l'Estonie et la Slovaquie sont envisagées actuellement pour une adhésion à l'OCDE.

## VII. Conclusions

167. Le point sur l'économie mondiale en 2007 montre des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces. Pour ce qui est des forces, avant toute chose, l'analyse de l'OCDE suggère que, plutôt que d'être en panne, la croissance économique mondiale donne des signes de rééquilibrage. La prévision centrale de l'OCDE, publiée en mai avant la survenance des récentes turbulences sur les marchés financiers, faisait état d'un atterrissage en douceur pour les Etats-Unis, d'une reprise soutenue en Europe, de la solidité de la trajectoire au Japon et du dynamisme des activités en Chine et en Inde. Dans l'esprit des récentes tendances, la croissance soutenue dans les économies de l'OCDE devrait être étayée par une forte création d'emploi et un recul du chômage. La croissance pour l'ensemble de la zone OCDE devrait rester relativement forte en 2007 et 2008. Pour ce qui est du commerce mondial, il devrait conserver un rythme soutenu, tiré par les grandes économies de marché en émergence.

168. Pour ce qui est des faiblesses, si les conséquences des récentes turbulences sur les marchés financiers ne sont pas claires pour l'instant, elles laissent en revanche bel et bien présager que les risques pour la croissance semblent vouloir se dégrader, en particulier si ces turbulences

devaient continuer voire s'aggraver. En outre, certains déséquilibres mondiaux de longue date perdurent. Pour ce qui est de la balance des paiements, le déficit en compte courant demeure un problème sous-jacent aux Etats-Unis, tandis que les excédents continuent de croître en Chine et au Japon, sans que la demande des ménages n'atténue le problème. Il est possible que les marchés immobiliers se retrouvent déséquilibrés, l'investissement immobilier ayant atteint ou étant sur le point d'atteindre la plus forte hausse depuis dix ans dans bon nombre de pays de l'OCDE, alors qu'aux Etats-Unis, le retournement pourrait être plus durable que ce à quoi l'on s'attendait auparavant.

169. En ce qui concerne les opportunités, la plus importante est sans nul doute celle offerte par la réussite des négociations du Cycle de Doha, ce « fruit à point » si tentant qui semble si proche, mais qu'on ne peut pas encore tout à fait attraper à la mi-2007. Les avantages pour le commerce mondial et le développement seraient considérables. Pour y parvenir, il faut une volonté politique et la pression politique des parlements pour faire en sorte de parvenir aux compromis nécessaires.

170. Le revers de la médaille, c'est que l'une des principales menaces pour les perspectives de l'économie mondiale est l'échec du Cycle de Doha, car cela remettrait en cause les progrès considérables déjà réalisés et gâcherait une opportunité de rééquilibrer le système commercial multilatéral, l'un des échecs du premier cycle de négociations commerciales conduit sous les auspices de l'OMC. Mais la menace la plus importante sur le plus long terme est le réchauffement planétaire. Il convient de prendre des mesures plus déterminées dans un esprit de responsabilité mutuelle pour l'avenir de notre planète.

*Commission chargée du rapport* : commission des questions économiques et du développement

*Renvoi en commission* : Mandat permanent

*Projet de résolution* adopté par la commission des questions économiques et du développement le 2 octobre 2007

*Membres de la commission* : M. Konstantinos **Vrettos** (Président), Mme Antigoni **Papadopoulos** (Vice-présidente), M. Márton **Braun** (Vice-président), Mme Doris **Barnett** (Vice-présidente), MM. Ruhi Açıkgöz, Ulrich Adam, Hans Ager (remplaçante : Mme Christine **Muttonen**), Abdülkadir Ateş, Mme Veronika Bellmann (remplaçant : M. Hakkı **Keskin**), MM. Radu Mircea Berceanu, Akhmed Bilalov (remplaçant : M. Nikolay **Tulaev**), Mme Guðfinna Bjarnadóttir, MM. Vidar **Bjørnstad**, Jaime Blanco (remplaçante : Mme Elvira **Cortajarena**), Luuk Blom, Pedrag Bošković, Luc Van den Brande, Patrick **Breen**, Gianpiero Carlo Cantoni, Erol Aslan Cebeci, Ivané Chkhartishvili, Valeriu Cosarciuc, Ignacio Cosidó Gutiérrez (remplaçant : M. Miguel **Arias**), Ioannis **Dragassakis**, Joan Albert **Farré Santuré**, Relu Fenechiu, Mme Urszula Gacek, MM. Carles Gasóliba i Böhm, Zahari Georgiev, Francis **Grignon**, Mme Arlette Grosskost, Mme Azra Hadžiahmetović, MM. Norbert **Hauptert**, Ivan Nikolaev Ivanov, Mme Danuta Jazłowiecka, M. Miloš **Jeftić**, Mme Nataša **Jovanović**, MM. Serhiy Klyuev, Albrecht **Konečný**, Anatoliy Korobeynikov, Oleksiy Kunchenko, Harald Leibrecht, Mme Anna Lilliehöök, MM. Arthur Loepfe, Rune Lund, Gadzhzy Makhachev, David Marshall (remplaçant : Baroness **Hooper**), Jean-Pierre Masseret, Ruzhdi Matoshi, Miloš **Melčák**, José Mendes Bota, Mircea Mereuță, Attila Mesterházy, Neven Mimica, Mme Olga **Nachtmannova**, Mme Hermine Naghdalyan, MM. Gebhard **Negele**, Bujar Nishani, Mark Oaten, Mme Ganira Pashayeva, MM. Manfred Pinzger, Claudio Podeschi (remplaçant : M. Alessandro **Rossi**), Mme Tatiana Popova, Jakob Presečnik, Jeffrey Pullicino Orlando, Maximilian Reimann, Roland Ries, Mme Maria **de Belém Roseira**, MM. Kimmo **Sasi**, Samad Seyidov, Mme Sabina Siniscalchi, MM. Giannicola Sinisi, Mme Geraldine Smith (remplaçant : M. Bob **Laxton**), M. Christophe Spiliotis-Saquet, Mme Aldona **Staponkienė**, MM. Stanislav Stashevskiy, Vjaceslavs Stepanenko, Han Ten Broeke, Mme Ester Tuiksoo, MM. Oldřich Vojtř, Robert Walter, Paul **Wille**, Tadeusz Wita, Mme Maryam **Yazdanfar**.

Canada :            Sénateur Lorna **Milne**, M. David **Tilson**, M. Scott **Simms**, M. Brian **Storseth**

Japon :            M. Yoshitaka **Murata**, M. Sakihito **Ozawa**, M. Yasuhiro **Oe**, M. Toshiei **Mizuochi**,  
M. Yoshiki **Yamashita**

Mexique :        M. Carlos **Jiménez Macías**, M. Alejandro **Zapata Perogordo**, M. José **Murat**.

*Chef du Secrétariat* : M. Newman

*Secrétaires de la commission* : Mme Ramanauskaite et M. de Buyer